



COMMUNE DE BÉJAÏA  
**A quand la distribution des logements sociaux ?**

P.16



CAN 2023  
**Belmadi face aux médias**

P.16

# L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // DIMANCHE 29 MAI 2022 // N°313 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

HYDROCARBURES

**Sonatrach-ENI, un partenariat gagnant-gagnant**

P.4



L'EDITORIAL DE  
« L'EXPRESS »

**Une diplomatie responsable et offensive**

P.3



L'IRAK DIT « NON À ISRAËL, NON À LA NORMALISATION »

**La « leçon marocaine »**

P.2



ACCIDENTS DE LA ROUTE/L'HÉCATOMBE CONTINUE

**20 morts en 48 heures**

P.16



L'HISTORIENNE FRANÇAISE RAPHAËLLE BRANCHE CONFIRME SON USAGE PAR L'ARMÉE COLONIALE

## La France en Algérie : « les années napalm »

P.3



LAMAMRA AU SOMMET DE L'UA SUR LE TERRORISME AVEC UN RAPPORT EXHAUSTIF ET DES ACTIONS À ENTREPRENDRE

**Les propositions d'Alger pour l'Afrique**

P.3



## 1 000 PARTICIPANTS AU SOMMET AFRICAIN DE CYBERSÉCURITÉ À ALGER LES 16 ET 17 NOVEMBRE 2022

L'African Cyber Security Summit (ACSS) annonce la 3e édition de «A Secure Digital Africa», qui se tiendra les 16 et 17 novembre 2022 au Centre international de conférences-Abdelatif Rahal. Ce sommet afri-

cain « phare de l'écosystème de la Sécurité IT » rassemblera plus de 1000 participants, venus d'une soixantaine de pays, explique la même source. L'ACSS «sera animé par des experts et spécialistes de

renom aux côtés des entreprises spécialisées, acteurs algériens, africains et mondiaux, ainsi que 100 partenaires en vue de contribuer à édifier un espace de partage et d'échanges d'expériences ».

EN DÉPIT DES 3 TRILLIONS DE DOLLARS DÉBOURSÉS PAR LES ETATS-UNIS POUR L'IRAK

### « OUI À L'IRAK... NON À ISRAËL... NON À LA NORMALISATION »

Les Etats-Unis ont déboursé beaucoup trop d'argent pour l'Irak ; non pas uniquement pour faire tomber Saddam, mais surtout pour opérer une nouvelle ligne de conduite politique, avec plus de rapprochement avec Israël et l'Occident. 3 trillions de dollars ont été consentis pour l'Irak, selon les médias américains.

Pour Washington, la déception a été à la démesure de l'événement : « Non à la normalisation avec Israël, retour de l'Irak aux fondamentaux et unité renou-

velée autour du principe palestinien ». Telles ont été les messages envoyés lors du vote du Parlement irakien à l'unanimité appuyant une proposition visant à criminaliser la normalisation avec l'occupation israélienne. Pendant le vote, des slogans ont été scandés par les députés rejetant la normalisation avec « Israël » : « Oui à l'Irak... Non à Israël... Non à la normalisation ». Le 12 mai, le Parlement irakien avait approuvé, en première lecture, le projet de loi interdisant la normalisation avec « Israël ».

## REVOILÀ BENALLA, LE « CAUCHEMAR » DE MACRON

«En se rendant au Tchad pour passer un réveillon anticipé auprès des soldats de la force Barkhane au Sahel, Emmanuel Macron espérait sans doute reprendre de la hauteur après l'épisode des 'gilets jaunes'», écrit Le Soir. «L'image, prési-

dentielle à souhait, devait certainement mieux coller au moment que celle de vacances envisagées au ski, finalement prudemment annulées. Las ! Même en Afrique, le chef de l'État, déjà très malmené sur le front intérieur, a été rattrapé par la polé-

mique.» «En cause : une visite effectuée à N'Djamena quelques semaines plus tôt par une vieille et embarrassante connaissance», Alexandre Benalla. Pour Macron, c'est «le cauchemar Benalla» qui est de retour, dit Il Fatto Quotidiano.

LES FORCES RUSSES RENFORCENT LEUR PRÉSENCE DANS LE NORD-EST DE LA SYRIE

### « AVERTISSEMENT À LA TURQUIE » ?

Des renforts militaires russes ont été déployés dans le nord-est de la Syrie, notamment des avions de combat et des hélicoptères, ont rapporté des sources de la chaîne satellitaire libanaise al-Mayadeen. Cette source a rapporté que « les forces russes présentes à l'aéroport de Qamichli, dans le nord de la Syrie, ont apporté de nouveaux ren-

forts militaires à leur base à l'aéroport, dont des chasseurs et des hélicoptères qui ont été déployés à l'aéroport de Qamichli » et que « ces renforts militaires sont arrivés dans le cadre d'un plan russe visant à renforcer la présence militaire dans le nord-est de la Syrie ». Ces renforts interviennent après que le président turc Recep Tayyip Erdogan a

annoncé il y a quelques jours que l'armée turque « a l'intention de mener des opérations militaires pour combattre le terrorisme aux frontières de l'État turc », notant que « la décision sur ces opérations sera exécutée prochainement », afin de, disent les Turcs, « imposer une zone de sécurité de 30 km de profondeur dans le nord de la Syrie ».

## HYDROCARBURES

### CONTRAT DE PARTAGE DE PRODUCTION ENTRE SONATRACH ET SINOPEC

Un contrat de partage de production pétrolière, sur le périmètre de Zarzaitine (Illizi), d'un montant de 490 millions de dollars, a été signé hier à Alger entre le groupe pétrolier et gazier national Sonatrach et la société chinoise Sinopec Overseas Oil & Gas Limited (SOOGL). Ce

contrat qui entre dans le cadre de la loi 19-13 régissant les activités hydrocarbures prévoit la réalisation d'un projet de récupération des réserves de pétrole brut permettant la récupération de près de 95 millions de barils.

Le contrat d'une durée

de 25 ans a été signé par le vice-président Activité Exploration et Production de Sonatrach, Mohamed Slimani, et le directeur général de Sinopec Overseas Oil & Gas Limited, Wu Xiuli, lors d'une cérémonie organisée au niveau du siège de la direction générale de Sonatrach.

## QUATRE AVIONS DE CHASSE ESCORTENT L'AVION DU PRÉSIDENT TEBBOUNE

Le président de la République Abdelmadjid Tebboune a regagné vendredi soir Alger, au terme d'une visite d'Etat de trois jours effectuée en Italie, à l'invitation de son homologue Sergio Mattarella. Le chef de l'Etat a été accueilli, à son arrivée à l'aéroport international Houari-Boumediene, par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, le général de corps d'armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), et le directeur de Cabinet à la présidence de la République, Abdelaziz Khellaf. Quatre avions de chasse relevant des Forces aériennes algériennes ont escorté l'avion prési-



dentiel dès son entrée dans l'espace aérien national et jusqu'à son atterrissage sur le tar-

mac de l'aéroport international Houari-Boumediene, en guise de bienvenue au Président.

## BLOOMBERG : L'ASIE CONTOURNE L'EUROPE VIA SES ACHATS DE PÉTROLE RUSSE

L'agence Bloomberg a indiqué que « le volume des livraisons de pétrole de la Russie aux deux plus gros acheteurs d'Asie, à savoir l'Inde et la Chine, a atteint un niveau record ». Citant les analystes de ClipperData, l'agence a rapporté que « l'Asie a dépassé l'Euro-

pe en avril dernier en termes d'achats de pétrole russe et est devenue pour la première fois le plus grand importateur de brut russe ». L'agence a indiqué que « cet écart devrait se creuser en mai », ce qui signifie que l'Asie avancera à un rythme plus rapide sur l'Europe avec

les achats d'or noir russe. Selon l'analyste Jin Shi, « le volume des livraisons de pétrole de la Russie des deux plus gros acheteurs d'Asie, l'Inde et la Chine, a atteint un niveau record, principalement en raison de l'augmentation des achats de l'Inde ».

## L'IRAN RÉVÈLE POUR LA PREMIÈRE FOIS LES IMAGES DE SA BASE STRATÉGIQUE SECRÈTE DE DRONES « BASE 313 »

La télévision iranienne a diffusé hier, les premières images de la base secrète stratégique des drones de l'armée iranienne, construite dans le sol à une profondeur de plusieurs centaines de mètres. Baptisée Base 313, elle fait partie des nombreuses bases de l'armée iranienne, qui

ont été conçues et construites selon les spécifications de sécurité requises dans les zones frontalières. Selon la télévision iranienne arabophone al-Alam, cette base contient des drones de combat, de reconnaissance et de bombardement équipés de divers systèmes de missiles, de bombes artisanales et de systèmes de guerre électronique : dont 100 avions Kaman-22, Kaman-12, Ababil-5, Muhajir-6, Fotros et Karrar, qui sont équipés de divers types de muni-

tions, de bombes, d'intercepteurs, de missiles sol-air et de projectiles fabriqués localement. Parmi les nouvelles réalisations de la Base 313 figurent le missile Haidar-1, qui sert à augmenter la portée des opérations du Violin-22 et à effectuer des opérations de bombardement à distance, ainsi que le drone de croisière Haider-2, utilisé pour les missions à distance. Les drones stratégiques ont été dotés de la capacité de transporter des drones de croisière.

# L'EXPRESS

Quotidien national d'information  
édité par la  
**SARL ADRA COM**

Adresse : Maison de la  
presse Abdelkader safir,  
02 Rue Farid Zouiouache,  
Kouba, Alger  
Tel/FAX Administration  
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR DE LA  
PUBLICATION:

**ZAHIR MEHDAOUI**

zahir.mehdaoui1969@gmail.com

Email:

redaction@express-dz.com

Site Web:

www.lexpressquotidien.dz

/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur  
de l'administration  
et des finances  
**NOURDINE BRAHMI**

Service-pub@lexpressquotidien.dz

**Impression SIA**  
**Alger Bab Ezzouar**

**PUBLICITÉ :**  
**S'ADRESSER À L'AGENCE**  
**NATIONALE DE**  
**COMMUNICATION D'ÉDITION**  
**ET DE LA PUBLICITÉ (ANEP)**

Alger : 1, avenue Pasteur

Tel : (021) 71.16.64 -

(021)73.71.28

Fax : (021) 73.95.59 -

(021)73.99.19

Mail :

agence.regie@anep.com.dz  
programmation.regie@anep.com.dz

LAMAMRA AU SOMMET DE L'UA SUR LE TERRORISME AVEC UN RAPPORT EXHAUSTIF AVEC LES ACTIONS À ENTREPRENDRE

# Les propositions d'Alger pour l'Afrique

Un important Sommet extraordinaire de l'Union africaine sur le terrorisme s'est ouvert à Malabo, en Guinée équatoriale. L'Algérie, de par son rôle charnière et son expertise reconnue, mais également dans le cadre de l'exercice de son mandat de leader africain en matière de prévention et de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, a soumis un rapport sur l'évolution de la menace terroriste sur le continent et les perspectives de renforcement des réponses qui y sont apportées aux niveaux régional et international.

Les propositions de l'Algérie, soumises par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et lues par le chef de la diplomatie, Ramtane Lamamra, constituent un document phare destiné à enrichir les délibérations des chefs d'Etat et de gouvernement lors du Sommet de Malabo, et abordent l'état des lieux concernant la menace terroriste en Afrique, en expliquant les facteurs ayant favorisé sa propagation à un rythme effréné dans toutes les régions du continent. Le rapport souligne la nécessité de placer la question du terrorisme en tête des priorités de l'Afrique en matière de paix et de sécurité et propose, dans ce sillage, une série de mesures susceptibles de renforcer les capacités individuelles et collectives des pays africains, tout en mettant en exergue la responsabilité qui incombe à la communauté internationale appelée à soutenir davantage les efforts des pays africains. Se réclamant légitimement de plusieurs années de lutte contre le terrorisme, sans l'aide d'aucun autre pays, l'Algérie met en exergue l'« impératif pour les partenaires étrangers de se conformer à leurs obligations en vertu des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, en prêtant davan-



tage assistance aux pays africains engagés dans la lutte contre le terrorisme, y compris à travers la localisation, l'identification et l'extradition des terroristes recherchés basés sur leurs territoires ». Dans le cadre de la coopération avec les Nations unies, Alger souligne l'« urgente nécessité d'opérer les transformations nécessaires pour permettre la transition vers un nouveau modèle d'opérations de paix qui soit plus adapté aux exigences de la lutte contre le terrorisme en Afrique ».

Quant au niveau continental, l'Algérie met en avant l'importance de mettre en place rapidement une liste africaine des individus et entités terroristes, un mandat d'arrêt africain, ainsi qu'un Fonds spécial de l'UA pour la prévention et la lutte contre le terrorisme. L'Algérie a appelé au renforcement des mécanismes et institutions déjà en place, à l'image du CAERT (Centre Africain d'Etudes et de Recherches sur le Terrorisme), d'AFRIPOL (Mécanisme africain de la Coopération Policière) et du CISSA (Comité

des Services de Renseignement et de Sécurité en Afrique), afin de leur permettre de remplir leurs mandats en tant que composantes essentielles de la stratégie de l'UA de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Cet effort d'adaptation de la doctrine et de la pratique de l'Afrique pour la prise en charge du défi du terrorisme contribue à « stimuler la coopération internationale dans un contexte où l'unité d'action de la communauté internationale doit demeurer une priorité ». **I.M.Amine**

52 PAYS MEMBRES DE L'UA Y PRENNENT PART

## Malabo accueille un double sommet des chefs d'Etat de l'Union africaine

Les 52 pays membres de l'Union africaine (UA) ont débuté, en fin de semaine, à Malabo, en Guinée équatoriale, deux sommets extraordinaires sur les crises humanitaires causées par le terrorisme, et les changements anticonstitutionnels de gouvernement en Afrique, a annoncé l'UA sur sa page officielle Twitter. Le sommet intitulé : « Terrorisme et changement

inconstitutionnel de gouvernement », qui s'est ouvert vendredi, a abordé « le terrorisme, une gangrène qui infecte progressivement toutes les régions du continent, de la Libye au Mozambique, du Mali à la Somalie, en passant par le Sahel, le bassin du lac Tchad et l'est de la RDC », a-t-il détaillé. Ce sommet de l'UA se déroule dans un contexte marqué par cinq coups d'Etat survenus en Afrique

(Guinée-Conakry, Burkina Faso, Mali, Soudan et Tchad) depuis 2021. Le sommet est aussi marqué par des insurrections au Cameroun, au Mozambique, en République centrafricaine, en Somalie et au Sahel, et par une impunité généralisée pour les violations des droits humains commises par les forces de sécurité gouvernementales. **I.M.**

UNE HISTORIENNE FRANÇAISE RAPHAËLLE BRANCHE CONFIRME SON USAGE PAR L'ARMÉE COLONIALE

## La France en Algérie : « les années napalm »

Sur le site francophone Orient XX, l'historienne française Raphaëlle Branche, témoignages à l'appui, a mis en exergue une série de crimes commis par l'armée coloniale française en Algérie en utilisant le « napalm » pourtant prohibé par les conventions internationales. L'article est intitulé « Quand l'armée française pacifiait au napalm ». Cette professeure d'histoire contemporaine à l'Université de Paris Nanterre œuvre à montrer les crimes

odieux, exactions et violences commis par l'armée coloniale française en Algérie. Dans ce document, le ministre français résidant Robert Lacoste a clairement affirmé, selon l'historienne, en 1957 le mensonge selon lequel « le Napalm est rigoureusement proscrit et n'a jamais été employé en opération militaire en Algérie ».

« Des instructions permanentes du haut commandement militaire français en Algérie interdisent l'emploi de ce pro-

duit », prétendent les autorités françaises. « Si la France ne peut reconnaître l'usage de cette essence gélifiée utilisée dans des bombes incendiaires, c'est que cette arme est proscrite par les conventions internationales dont le pays est signataire. Son usage, affirme la professeure, viendrait en outre contredire la fiction de simples opérations de maintien de l'ordre menées dans l'Algérie française depuis novembre 1954 ». **I.M.Amine**

## L'édito

Par Zahir Mehdaoui



## Une diplomatie responsable et offensive

L'Algérie montre de plus en plus qu'elle a un poids indéniable et que sa voix est écoutée dans le concert des nations. Le ballet diplomatique que connaît Alger ces derniers mois et les visites d'Etat du président Tebboune chez plusieurs pays amis en sont une preuve. Défendant ses intérêts nationaux et attaché à ses choix et sa cohérence en matière de politique étrangère, l'Algérie reprend à grands pas la place qui est la sienne et s'impose comme une force africaine et méditerranéenne incontournable. Comme dans les années soixante-dix, elle est redevenue le passage obligé pour tous ceux qui s'intéressent à l'Afrique et au Monde arabe. Avec ce regain diplomatique, l'Algérie retrouve peu à peu le rôle qui était le sien sous Houari Boumediène où elle était crainte et où ses précieux services étaient demandés partout dans le monde. Le renforcement des liens d'amitié ces derniers mois entre l'Algérie et des pays comme la Russie, la Chine, la Turquie, l'Arabie saoudite, l'Egypte, le Qatar et l'Italie est un exemple de ce nouveau redéploiement de la diplomatie algérienne.

Les mémorandums d'entente et accords de coopération signés avec ces pays dans la logique gagnant-gagnant sont des indices qui ne trompent pas. C'est un fait indéniable, la forte et puissante action diplomatique de l'Algérie est de retour ! Et cela ne peut qu'augurer de beaux jours pour le pays. Fini le temps du repli sur soi, de la frilosité, du suivisme aveugle et des actions diplomatiques qui n'apportent rien au pays ! Désormais, l'Algérie n'acceptera plus de jouer le rôle de pourvoyeur vulnérable et dominé de matières premières et de grand marché pour les produits manufacturiers en provenance de l'Occident.

Ses relations seront désormais bâties sur le principe gagnant-gagnant. Comme elle n'acceptera plus des actes d'hostilité d'où qu'ils viennent pouvant attenter à sa stabilité. La rupture en août 2021 de ses relations avec le Maroc, l'interdiction en octobre 2021 de son espace aérien aux avions militaires français suite aux déclarations irresponsables du président français, Emmanuel Macron, le rappel en mars 2022 avec effet immédiat de son ambassadeur à Madrid après le revirement de la position espagnole sur le Sahara occidental... sont autant d'exemples qui montrent que l'Algérie ne badine plus avec les principes diplomatiques qui sont les siens. Le regain diplomatique de l'Algérie dans le respect de sa tradition doctrinale et ses initiatives au plan interne pour construire une économie forte et un paysage politique renoué basé sur la concurrence saine autorisent tous les espoirs quant à la concrétisation effective en cette année 2022 de la Nouvelle Algérie appelée de tous leurs vœux par l'ensemble des Algériens. **Z. M.**

HYDROCARBURES

# Sonatrach-ENI: pour un partenariat gagnant-gagnant

« Pour ce qui est de l'énergie, l'Algérie est prête à répondre à toutes les demandes de l'Italie », a assuré le chef de l'Etat.

Par Youcef Salami

Le géant italien de l'énergie ENI se veut être un acteur important dans le secteur des hydrocarbures en Algérie, en nouant davantage de contacts avec Sonatrach et en renforçant sa présence dans le pays. Le partenariat a connu une évolution traduite par la croissance des investissements de la compagnie italienne en Algérie. La nouvelle loi sur les hydrocarbures semble avoir contribué à augmenter l'appétit du partenaire italien. A l'occasion de la visite du chef de l'Etat en Italie, ENI a signé un mémorandum d'entente avec Sonatrach dont l'objectif est d'accélérer le développement des champs gaziers découverts en Algérie et de réduire l'empreinte carbone à travers l'exploitation de l'hydrogène vert. Ce mémorandum est une nouvelle pierre apportée à l'édifice de la coopération fructueuse dans le domaine de l'énergie entre l'Algérie et l'Italie. Il permettra une évaluation des capacités de gaz disponibles afin de mener un

développement «accélééré» des champs découverts par Sonatrach. En termes chiffrés, le volume de gaz produit dans les régions couvertes par ce mémorandum devrait atteindre environ trois milliards de mètres cubes annuellement. Cela contribuera à relever la capacité d'exportation du gaz vers l'Italie via le gazoduc transcontinental Enrico Mattei/Transmed. Cet accord portera également sur une évaluation technique et économique du projet expérimental d'hydrogène vert, au niveau du champ de Bir Rebaa Nord qui vise la réduction de l'empreinte carbone émise par l'usine de production de gaz de ce champ. De plus, cet accord cadre avec la stratégie de développement durable adoptée par Sonatrach dans le but de développer une technologie qui participe à la baisse de l'empreinte carbone résultant de l'activité du Groupe Sonatrach et l'amélioration de l'environnement. Le chef de l'Etat a pris la parole pour mettre en avant la qualité de la coopération dans le domaine de



l'énergie, expliquant que l'Algérie et l'Italie envisagent de la densifier. Tebboune a évoqué un projet de câble sous-marin pour le transport de l'électricité vers l'Europe, ajoutant : « Il y a un accord total entre les deux pays, surtout à partir de ce qui se passe au Maghreb et en Méditerranée. Et de ce qui est la coopération bilatérale, l'énergie. Notre amitié est solide,

enracinée dans l'Histoire. La mémoire algérienne retient des aspects positifs par rapport à l'Italie que ce soit avant la Révolution (de 1954), pendant la Révolution, le début de l'indépendance et de nos jours. Aucun nuage d'été n'est passé dans nos rapports avec l'Etat italien ami ». Et de poursuivre : « Nous sommes tenus d'entre-

tenir cette amitié pas uniquement l'énergie. L'Algérie entretient des relations avec ses amis sur une base de confiance mutuelle et sur la parole qui ne change pas. Moralement, nous sommes tenus de respecter les engagements conclus avec nos partenaires. Pour ce qui est de l'énergie, l'Algérie est prête à répondre à toutes les demandes de l'Italie ».

Y. S.

## Benattou Zian : la transition énergétique implique une transition globale

S'exprimant hier lors d'une Journée d'information sur les énergies renouvelables, le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, Benattou Ziane, a affirmé que la transition énergétique implique une « transition globale dans tous les secteurs ». Et de recommander : « il faut opérer un changement vers un mix énergétique qui soit acceptable du point de vue social et économique. La transition sera souple, durable, adaptée aux spécificités nationales, et axée sur une meilleure participation des énergies renouvelable ». L'effort de la transition doit reposer sur le triptyque « sécurités énergétique, alimentaire et sécurité de l'eau. Enchaînant, Ziane a affirmé que les défis énergétiques futurs permettront de « renforcer le rôle de la transition énergétique notamment dans les secteurs stratégiques comme l'agriculture, l'eau, le transport et la logistique ». Dans un autre registre, il a invité les médias à accompagner la transition énergétique, relevant l'importance de la communication institutionnelle et insistant sur le fait qu'il y a nécessité de mener le message d'information de « manière participative ». Et d'ajouter : « On ne peut se permettre de dicter nos avis et contenus. On veut échanger dans le cadre de débat, pour construire un contenu informatif national ». Le ministre a déclaré que le secteur dont il a la charge ne se limite pas à brandir des acquis, mais qu'il aspire à une ingénierie de vision d'orientation qui défende les intérêts vitaux de la nation loin de tout monopole ». De son côté, le ministre de la Communication a déclaré que « nous

allons créer un réseau de communication pour les médias algériens, afin de protéger l'environnement et les énergies renouvelables et sensibiliser les citoyens à l'impératif de la transition énergétique ». Mohamed Bouslimani a ajouté que « l'Algérie, avec sa volonté politique visionnaire et ses diverses ressources naturelles, est en mesure d'obtenir le pari d'une transition énergétique en tant que facteur essentiel du développement durable et de lutter contre la perturbation de l'équilibre écologique grâce à la participation de tous, en particulier des médias et de la société civile ». Le ministre a tenu à réaffirmer l'intention de son département de « développer la coopération avec le Ministère de la transition énergétique et des énergies

renouvelables, dans l'espoir que cette journée d'information-formation sera le point de départ d'un partenariat durable entre les secteurs et les autres partenaires ». Aussi, le ministre a indiqué que la réalisation des objectifs de cette politique de transition énergétique, à laquelle le Président de la République accorde une grande importance, repose essentiellement sur une « approche horizontale, une vision tournée vers l'avenir et une action participative, coordonnée et multilatérale ». Il ne fait aucun doute, poursuit M. Bouslimani, que « l'accompagnement médiatique de cette politique nécessite une formation spécialisée et régulière de la famille des médias et de la presse ». Compte tenu de l'importance de l'acquisition des

connaissances et des compétences nécessaires, la ressource humaine, précise le ministre, est un « élément central » du programme de son département. C'est pourquoi, enchaîne-t-il, « nous cherchons à établir et à mettre en œuvre des partenariats mutuels avec les institutions nationales et les différents acteurs en vue d'améliorer l'efficacité des médias et les capacités des professionnels grâce à une formation qui englobe, entre autres, l'économie verte et les énergies renouvelables ». A titre illustratif, le ministre annonce qu'environ 600 journalistes des secteurs public et privé ont été formés dans le domaine de l'environnement et des énergies renouvelables.

R. E.

## 2.000 ha de foncier industriel inexploités

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, cité par l'APS, a révélé jeudi 26 mai, à Tipasa, la récupération de plus de 2.000 ha de foncier industriel inexploité. « Les commissions locales présidées par les walis de la République, chargées de l'assainissement du foncier industriel, ont récupéré plus de 2.000 ha, dont des terres agricoles accordées précédemment dans un cadre illégal, alors que d'autres ont été affectées à des projets fictifs », a-t-il souligné. « L'investis-

sement ne sera réservé qu'aux opérateurs sérieux et réels », a-t-il ajouté, observant que l'Algérie « fait l'objet d'importantes demandes d'investissement, tant de la part d'investisseurs nationaux qu'étrangers, de pays du Golfe, européens, la Turquie et l'Italie, entre autres ». Le ministre de l'Industrie a signalé la récupération d'un foncier industriel global de 107 ha dans la seule wilaya de Tipasa, « par voie administrative et à l'amiable », a-t-il dit, alors que 50 requêtes

ont été introduites devant le tribunal administratif pour annuler des contrats administratifs. S'agissant du règlement des dossiers d'investissement en suspens, le ministre a fait savoir que les commissions locales chargées de la levée des obstacles et de l'accompagnement des investisseurs, ont signifié leur accord de principe à 866 investisseurs pour concrétiser leurs projets, sur un total de 900 projets recensés. Il a informé que l'opération se poursuit toujours en coordi-

nation avec la Commission nationale présidée par le ministre de l'Industrie, les walis de la République, et les médiateurs de la République au niveau des wilayas. « Nous poursuivront la récupération des assiettes foncières inexploitées, parallèlement à l'approbation, par le Conseil des ministres, de la nouvelle loi sur l'investissement, qui sera présentée devant les deux chambres du Parlement », a encore ajouté M. Zeghdar.

R. E.

ALLOCATION CHÔMAGE

# Le gouvernement envisage de relever la limite d'âge des bénéficiaires

**Il est également question d'élargir la catégorie des bénéficiaires de l'allocation chômage aux orphelins intervenant, jeudi dernier devant les députés, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Youcef Chorfa, a indiqué que les services compétents de son département travaillent actuellement à l'élaboration d'un projet de décret exécutif portant élargissement de la catégorie des bénéficiaires de l'allocation chômage aux orphelins, qui perçoivent une partie de la pension de retraite de l'un de leurs parents décédés.**

« La mesure a été engagée sur instruction du président de la République, » a-t-il précisé. Chorfa a, par ailleurs, déclaré que le ministère dont il est responsable a examiné l'option de relever l'âge limite des bénéficiaires de la prime de chômage à 50 ans au lieu de 40 ans. L'allocation chômage s'inscrit dans le cadre de la prise en charge sociale des citoyens par l'Etat. Dans l'une de ses déclarations, le président de la République avait expliqué que cette allocation n'est pas improvisée et qu'elle a été même calculée dans la loi de finances de 2022. En effet, dans le cadre de cette loi, le gouvernement a institué une allocation chômage au profit

des chômeurs demandeurs d'emploi inscrits auprès des services de l'Agence nationale de l'emploi (Anem), âgés entre 19 et 60 ans. Dans l'exposé des motifs justifiant la mise en place de ce dispositif, il a été souligné que l'allocation chômage s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la décision prise par le président de la République, en Conseil des ministres et qu'elle exprime la volonté de l'Etat à soutenir et à accompagner la frange des chômeurs primo-demandeurs d'emploi sans revenu, en leur assurant le minimum d'une vie décente à travers un revenu susceptible de subvenir à leurs besoins de base, durant la phase de recherche d'un emploi.



A cet effet, le gouvernement a créé un compte spécial, intitulé Fonds national d'allocation chômage, où sont logées les recettes et les dépenses afférentes à cette mesure. Le ministre chargé de l'Emploi est l'ordonnateur principal de ce compte. L'allocation chômage a été fixée à 13.000 DA. Elle est accompagnée d'une couverture sanitaire au profit des jeunes bénéficiaires. Fin avril

dernier, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Youcef Chorfa avait fait état, de l'acceptation de plus de 900.000 dossiers, sur un total de 1.501.799 inscrits sur la plateforme électronique, en vue de bénéficier de l'allocation chômage. Plus de 580.000 primo-demandeurs d'emploi bénéficient de l'allocation chômage au niveau national, dont 44% sans

qualification professionnelle, 36% diplômés universitaires et 20 % diplômés de la formation professionnelle. Les demandeurs d'emploi qui n'ont pas de qualifications professionnelles, bénéficieront de programmes de formation pour une période donnée, afin qu'ils acquièrent un savoir-faire qui leur permettra de bénéficier d'un poste d'emploi. **Y.S.**

LA DÉCISION N'A PAS D'IMPACT SUR LES PROJETS DU CONSTRUCTEUR

## Berlin refuse de soutenir des investissements de Volkswagen en Chine

Le gouvernement allemand a pour la première fois refusé de soutenir des investissements en Chine en raison de la situation des droits humains dans la province du Xinjiang, dans le nord-ouest du pays, a indiqué vendredi dernier le ministre de l'économie Robert Habeck, évoquant la possibilité de sanctions contre des responsables locaux. La première fois que le gouvernement refuse pour des raisons de droits humains « Une entreprise avec des activités dans la province des Ouïghours a souhaité prolonger des garanties (publiques) d'investissements » et « nous ne l'avons pas validé », a expliqué le ministre écologiste au journal Die Welt. « C'est la première fois que des garanties d'investissement ne se réali-

sent pas pour des raisons de droits humains », a-t-il ajouté. Sans ces garanties, une entreprise porte toute seule l'intégralité du risque financier d'un projet à l'étranger. Ni Robert Habeck ni son ministère n'ont détaillé quelle entreprise s'est vu refuser le soutien. Citant des sources non identifiées, le magazine Der Spiegel affirme toutefois qu'il s'agit de Volkswagen.

### DANS UNE RÉGION OÙ LA CHINE IMPOSE DU « TRAVAIL FORCÉ » AUX OUIGHOURS

Le deuxième constructeur automobile mondial a ouvert en 2013 une usine à Urumqi, capitale de la province du Xinjiang, où les autorités chinoises sont accusées de répression à l'encontre de

minorités musulmanes, et notamment les Ouïghours. Des études occidentales accusent Pékin d'avoir interné plus d'un million de Ouïghours et de membres d'autres groupes ethniques musulmans dans des « camps de rééducation », voire d'imposer du « travail forcé » ou des « stérilisations forcées ». Les États-Unis évoquent un « génocide ». La Chine dénonce des rapports biaisés et parle de « centres de formation professionnelle » destinés à éradiquer l'extrémisme. Der Spiegel précise que les investissements étaient destinés « à d'autres usines » du constructeur dans le pays que celle du Xinjiang, mais « un lien ne peut pas être exclu ». « Au vu du travail forcé et de la maltraitance des Ouïghours, nous ne pouvons pas garantir de projets dans la

région », a détaillé Robert Habeck, qui a également laissé ouverte la porte à des sanctions contre des fonctionnaires chinois. De telles mesures sont « envisageables s'il est possible d'identifier des responsables et de prouver » leurs actions, a-t-il dit. Le patron de Volkswagen, Herbert Diess, a récemment assuré dans une interview à la chaîne américaine CBS qu'il « n'y a pas de travail forcé » dans l'usine. « Nous voulons garder l'usine ouverte » car « je pense qu'il est mieux pour les habitants locaux si nous restons », a-t-il avancé. La décision n'a pas d'impact sur les projets d'investissements de Volkswagen dans le pays, écrit Der Spiegel, citant une source au sein du groupe.

In Progrès

## Moyen-Orient et Afrique du Nord : la fragilité des États limite les investissements étrangers

À l'horizon 2030, la Banque mondiale prévoit que deux tiers des personnes en situation d'extrême pauvreté dans le monde vivront dans des États fragiles et/ou touchés par des conflits. La pandémie mondiale de Covid-19 n'a fait qu'exacerber cette fragilité et ses conséquences ont été nombreuses : l'augmentation de la pauvreté en particulier chez les enfants, la dégradation du système éducatif et de la protection sociale, les changements climatiques et démographiques, la montée dramatique des conflits violents, ainsi que la plus grande crise de déplacements forcés jamais enregistrée. Les situations de fragilité touchent plusieurs pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) où quatre personnes sur dix vivent dans des États fra-

giles secoués par des crises économiques, géopolitiques et sociétales. Deux États de cette région, à savoir le Yémen et la Syrie, figurent même parmi les trois États jugés comme les plus fragiles au monde, alors que d'autres tels que Djibouti, l'Égypte, le Liban, la Libye, l'Iran ou encore l'Irak, sont en état d'alerte élevée concernant leur niveau de fragilité selon le dernier classement basé sur l'Indice des États fragiles de 2021 (Fragile States Index) publié par le think tank américain Fund for Peace. L'étude empirique que nous avons menée auprès de dix-sept pays de la région MENA durant la période 2002-2018, récemment publiée dans la Revue canadienne des sciences de l'administration, confirme le fait que la fragilité décourage les investisseurs. Des élé-

ments contextuels caractéristiques de la région contribuent également à renforcer cet effet négatif que peut avoir la fragilité sur l'attractivité des investissements étrangers.

### UNE FRAGILITÉ MULTIDIMENSIONNELLE

Il n'existe pas de définition précise associée au concept d'« États fragiles » appelés aussi défaillants. Ce dernier a vu le jour dans un contexte à la fois sécuritaire, marqué par les attentats terroristes du 11 septembre 2001, et économique, avec les politiques de développement préconisées par des organisations intergouvernementales à l'égard des pays politiquement instables et en situation d'extrême pauvreté. Sur le plan sécuritaire, les États

les plus fragiles sont des pays en situation de conflit violent ou de guerre civile dans lesquels l'État n'est plus en mesure d'assurer le contrôle de son territoire et de fournir les services de base à sa population. Sur le plan économique, la fragilité des États renvoie à des économies prises dans une « trappe à pauvreté ». Prises ensemble, la dimension sécuritaire et la dimension économique de la fragilité donnent naissance à l'une des catégories d'États fragiles les plus connues, à savoir les « pays à faible revenu en difficulté » (low-income countries under stress, LICUS) introduite par la Banque mondiale en 2002, et qui renvoie aujourd'hui à des pays en situation de fragilité, conflit et violence (fragility, conflict and violence (FCV) settings). **In La Tribune**

PAIEMENTS INTERNATIONAUX

## MOSCOU ENVISAGE D'AUTORISER LES CRYPTOMONNAIES POUR CONTOURNER LES SANCTIONS

■ Face aux sanctions des Occidentaux qui empêchent les Russes de recevoir des paiements depuis l'étranger ou même d'acheter des biens sur des sites internationaux, un responsable gouvernemental a indiqué que le recours aux crypto-actifs est "activement discuté". Lorsque l'on est russe et que l'on dispose uniquement de comptes bancaires basés en Russie, comment faire pour recevoir des paiements de l'étranger ? C'est tout le dilemme qui se pose aujourd'hui à des millions de Russes qui commerçaient auparavant avec des comptes bancaires situés dans des pays étrangers, qui appliquent désormais les sanctions occidentales, en représailles à l'invasion de l'Ukraine depuis le 24 février.

Alors que le gouvernement Poutine cherche toutes les alternatives pour atténuer les effets des sanctions, tel le blocage de la messagerie de transfert Swift pour les banques les plus populaires du pays, la dernière parade trouvée est inédite. Pour les transactions avec l'international, le Kremlin envisage d'autoriser le paiement en cryptomonnaies, ces actifs qui s'échangent sur la blockchain, sans le contrôle d'une autorité centrale.

"L'idée d'utiliser les monnaies numériques dans les transactions pour les règlements internationaux est activement discutée", a déclaré vendredi Ivan Tchebeskov, chef du département de la politique financière du ministère des Finances, cité par l'agence de presse Interfax. En d'autres termes, un consommateur russe disposant d'un portefeuille de crypto-actifs sur une plateforme en ligne ou sur une clé USB (ledger) pourrait l'utiliser pour contourner l'interdiction auprès d'un autre détenteur de comptes cryptos. Autoriser la cryptomonnaie comme moyen de règlement pour le commerce international permettrait de contrecarrer l'impact des sanctions occidentales, qui ont vu l'accès de la Russie aux modes de paiement transfrontaliers traditionnels "limité", a-t-il ajouté.

R. E.

AFRIQUE

# Des alternatives pour remplacer la farine de blé !

Alors que l'Inde (deuxième producteur mondial de blé) a annoncé arrêter toutes les exportations de blé pour assurer l'approvisionnement de sa propre population, l'Afrique se retrouve dans une position difficile.

La consommation du pain est lourdement impactée dans plusieurs pays du continent, et cela suite à l'embargo de l'Inde décidé ce 17 mai 2022, sur les exportations de cette denrée « sauf autorisation spéciale du gouvernement » alors que la pénurie de blé sur le marché a déjà commencé à se faire sentir depuis que la Russie (premier producteur au monde) et l'Ukraine (5e producteur au monde) sont entrées en guerre.

Le cours du blé n'a jamais été aussi haut sur le marché européen.

Ce lundi 16 mai, il a clôturé à 438,25 euros la tonne. "C'est un record absolu toutes échéances confondues sur Euronext.

Le précédent record remonte au 7 mars 2022, avec un blé à 422,50 euros la tonne en clôture", a déclaré à l'AFP Damien Vercambre, courtier au cabinet Inter-Courtage. Selon plusieurs médias les statistiques ne sont pas clairement encore établies sur le marché africain.

A cet effet, l'agence Anadolu Agency (AA), a récolté des témoignages sur le coût de cette denrée au Togo. « Le prix de la baguette du pain de 100 Fcfa (environ 2usd) est passé à 125 ou 150 Fcfa (2,5 ou 3 usd environ). Ce 18 mai, de nombreux Togolais n'ont pas trouvé du pain à acheter » a-t-elle rapporté.

« Mis à part les baguettes de pains dont les prix ont grimpé, j'ai l'impression que, c'est le pain de 100 Fcfa (environ 2usd) d'avant, qu'on nous vend maintenant à 200 Fcfa (environ 4 usd). Plus inquiétant, on commence par avoir aussi pénurie de pains. Du jamais vu. Qu'allons-nous manger alors ? » S'interroge Anselme Koffi, fonctionnaire togolais croisé par Anadolu dans les rues de Lomé.

« On n'en trouve pas. Et si on en trouve, le sac de 25 kg



qu'on nous vendait à 19 000 Fcfa (30 usd environ), est vendue à 30 000 Fcfa (48 usd environ) » a-t-il confié à la même source.

### DES SOLUTIONS AFRICAINES À L'USAGE DU BLÉ POUR BAISSER LES PRIX ?

C'est aussi le cas au Sénégal. « Le blé coûte cher. Une baguette de pain de 500 grammes coûte 200 francs CFA. C'était 150 ou bien 125 avant. Tout est cher maintenant. » Les prix du blé flambent au Sénégal. Alors pour la présidente de la Plateforme des Acteurs de l'Agroalimentaire de la région de Saint-Louis qui compte 3 000 femmes transformatrices, il n'y a pas de secret : il faut consommer local, rapporte RFI.

Cette organisation produit différents types de farines dont la farine de riz. Pour Gnagna Gueye Mar, elle représente une bonne alternative au pain fait de blé : « On peut faire les galettes en mélangeant 250 g de farine

de blé avec 125 g de farine riz par exemple » précise la même source. Christophe Mugangu travaille pour l'ONG Rikolto. Lui est basé à Bukavu dans l'est de la RDC : « Ce qui se passe en Ukraine nous a prouvés de façon très claire que nous sommes dépendants, vulnérables et fragiles sur le plan alimentaire » a-t-il expliqué à RFI. Pour lui, la valeur nutritionnelle du riz est à mettre en avant. Avec l'université, il travaille à des formules alimentaires à base de riz pour compenser la valeur nutritive des aliments indisponibles, une aubaine

### LES SOLUTIONS SONT LÀ, IL SUFFIT DE LES ADOPTER !

L'expert togolais en gastronomie africaine affirme en revanche, que les boulangers et pâtisseries peuvent produire d'autres types de pains sans utiliser la farine de blé : « des pains composés 100 % sans farine de blé » explique dans son entretien avec AA. « C'est aussi là une solution »

dit-il. Puisqu'il y a, détaille-t-il, « des recettes faites autrefois, uniquement avec la farine de blé, peuvent mieux réussir avec nos farines locales. Nous avons juste refusé de les utiliser. Il va bien falloir les essayer à nouveau. Et si on ne le connaissait pas, l'apprendre ».

« Par exemple pour faire des gâteaux, on n'a pas forcément besoin de la farine de blé. Puisque ces pâtes montées à base d'œufs. La farine du sorgho ou la farine du maïs suffiraient. Cela réussit à 100% pour des galettes » assure Gervais Gnekouezan sur la base d'expériences déjà réussies. De même, « pour faire de la pizza, il suffit de remplacer la farine de blé par la farine de fonio. Cela réussit également à 100 %. Le résultat est d'ailleurs meilleur à celui qu'on a toujours eu avec la farine de blé ».

C'est dire que face à la pénurie de la farine de blé qui augmente le prix des pains, les solutions sont là, il suffit de les adopter.

Meriem Djouder

WASHINGTON

## Prolongation de l'exemption de tarifs douaniers punitifs sur certains produits chinois

Les États-Unis ont annoncé avant-hier qu'une nouvelle liste de produits chinois, utiles dans la lutte contre la pandémie de Covid-19, continuerait d'être exemptée de droits de douane punitifs jusqu'à la fin du mois de novembre. Cette annonce est faite alors que Joe Biden est sous pression pour supprimer les tarifs douaniers supplémentaires qui avaient été mis en place sur une myriade de produits chinois en 2018 par son prédécesseur Donald Trump. «Les exclusions couvrent 81 produits de soins médicaux

nécessaires pour faire face à la pandémie de Covid-19», selon un communiqué de la représentante américaine au commerce (USTR) qui précise que ces exclusions avaient été initialement accordées le 29 décembre 2020 et devaient expirer le 31 mai prochain.

Elles sont ainsi prolongées de six mois supplémentaires. Les exclusions annoncées vendredi «couvrent 81 produits de soins médicaux nécessaires pour faire face à la pandémie de Covid-19», ont indiqué les services de la représentante

américaine au commerce (USTR), en précisant que ces exclusions avaient été initialement accordées le 29 décembre 2020. Celles-ci, qui devaient expirer le 31 mai prochain, sont ainsi prolongées de six mois supplémentaires.

### 352 AUTRES PRODUITS EXEMPTÉS

L'administration de Joe Biden avait déjà pris une décision similaire, en mars, pour une liste de 352 autres produits, qui sont exemptés de droits de douane supplémentaires jusqu'au 31 décembre.

Le gouvernement du président Biden avait lancé début octobre une procédure d'exemptions «ciblées» pour les produits chinois visés par des droits de douane punitifs. Il avait alors souligné qu'elles seraient accordées «au cas par cas», s'il n'y avait pas moyen de remplacer les produits en provenance de Chine. L'objectif est de soulager les petites et moyennes entreprises américaines qui ne peuvent pas trouver d'autres sources d'approvisionnement.

R. E.

Scouts  
musulmans  
algériens

# Miliana rend hommage à Mohamed Bouras

La commune de Miliana (Aïn Defla) a rendu hommage, avant-hier, à l'un de ses valeureux enfants, le chahid Mohamed Bouras, fondateur des Scouts Musulmans Algériens (SMA), exécuté par les autorités coloniales françaises le 27 mai 1941.

La commémoration a débuté par un recueillement sur la tombe du chahid, en présence des autorités locales civiles et militaires de la wilaya, à leur tête le wali, Embarek El Bar. Plus de 1000 éléments des SMA d'Aïn Defla ont, à l'occasion, organisé une marche vers le centre-ville de Miliana, scandant des chants patriotiques sous le regard admiratif de citoyens qui s'étaient amassés tout au long de la route.

Le représentant de l'antenne locale de l'organisation nationale des moudjahidine (ONM), Abdellah Aâdjadje, a indiqué lors de son intervention à cette commémoration que Mohamed Bouras fut "un nationaliste hors pair ayant ravivé, par le scoutisme, la flamme patriotique".

Il a souligné que de par son dévouement et son inlassable activité, feu Mohamed Bouras avaient effectué un travail "déterminant" dans la mobilisation des Algériens pour se révolter contre l'occupant français et combattre pour l'Indépendance de leur pays.

Le moudjahid Aâdjadje, septuagénaire, a noté que la commémoration des dates se rapportant au combat du peuple algérien pour le recouvrement de son indépendance "doit constituer, pour la jeune génération, une opportunité afin de s'imprégner des sacrifices consentis par leurs glorieux aïeux dans le combat visant l'édification du pays".

Soutenant que Mohamed Bouras considérait le scoutisme comme étant, avant tout, "une école de patriotisme", Mah-



moud Sellim, membre de la Conservation des SMA d'Aïn Defla, également responsable de la section "Mustapha Ferroukhi" de Miliana, a mis l'accent sur la nécessité de s'inspirer des idéaux de cet illustre homme dans toute action entreprise par les SMA.

Mettant à profit sa présence à Miliana, le wali d'Aïn Defla s'est rendu au domicile de l'artiste comédien, Hamdane Boumaâd, gravement malade depuis de longues années, assurant sa famille de la disposition de la wilaya à le prendre en charge.

Né en février 1908 à Miliana, dans le quartier Anassers, dans une famille modeste, Mohamed Bouras a fréquenté la médersa Al Falah où il a appris l'arabe et les bases théologiques de l'Islam tout en poursuivant des études au collège français de Miliana. A partir de 1926, il quitte l'école pour entrer dans la vie active. A 18 ans, il se rend à Alger où il fréquente le cercle Ettarakî et devient proche, politiquement, de l'Association des oulémas musulmans algériens et de son chef, le cheikh Abdelhamid Ben Badis. Décidé à

consacrer sa vie à l'éducation et à la formation de la jeunesse algérienne, il dépose, en 1935, les statuts des Scouts musulmans algériens, dont la première section avait été constituée à Alger avec comme nom "El-Falah". Une année plus tard, et après avoir participé au Congrès musulman algérien, il devient dirigeant de la jeunesse de ce congrès. En juillet 1939, toutes les sections Scouts d'Algérie se constituent en fédération sous la présidence de Ben Badis. Devant le succès des scouts musulmans, dont le

nombre d'adhérents ne cesse de croître, les autorités françaises voyaient désormais en Mohamed Bouras un danger.

Arrêté le 3 mai 1941 sous le motif d'espionnage au profit de l'Allemagne, Mohamed Bouras a été condamné à mort et exécuté le 27 mai 1941 sur le terrain militaire d'Hussein-Dey, laissant derrière lui 5 enfants en bas âge. Premier martyr des SMA, Mohamed Bouras a été décoré à titre posthume de la médaille de l'ordre du mérite national au rang de "Athir" en 2001. **APS**

## SKIKDA CÉLÈBRE LA FÊTE DE LA FRAISE APRÈS DEUX ANS D'ABSENCE

La ville de Skikda a célébré jeudi la fête annuelle de la fraise, son fruit choyé, après une éclipse de deux années en raison de la pandémie de Covid 19. Dans une ambiance joyeuse, la ville de Skikda a célébré cette fête annuelle en organisant une exposition dédiée à la fraise au niveau de la Place de la Liberté, au centre-ville, à laquelle 33 producteurs de ce fruit dans la wilaya ont pris part, a précisé le président de l'Assem-

blée populaire communale (APC) de Skikda, Ali Khantit.

Comme à l'accoutumée, la fête de la fraise a été aussi l'occasion pour organiser plusieurs concours du meilleur produit à base de fraises, gâteaux, jus et confitures de fraises, tenus au siège de l'APC. Les trois premières places du meilleur produit à base de fraises sont revenues respectivement à Khadidja Laib, Mourad Younsi et Labidi Mechri, alors que Khadi-

ja Remram a remporté la première place des concours du meilleur gâteau, jus et confiture de fraises.

La deuxième et troisième place du meilleur gâteau ont été décrochées par l'association "Chourouk" et l'association "Nesrine", tandis que la deuxième et troisième place du meilleur jus sont allées à l'association culturelle "Al Amal" et à Najat Boukrit.

Les deuxième et troisième prix de la

meilleure confiture de fraises ont été remportés par Sabah Belmoussa et Halima Belmoussa.

La fête de la fraise a été également marquée par l'organisation d'une exposition de produits artisanaux au niveau de la Place Issat Idir et l'ouverture d'un point de vente de ce fruit, du producteur au consommateur, au niveau du stade du 1er-Mai 1945 au centre-ville.

De son côté, le chargé de communication de la Direction locale des services agricoles, Rabah Mesikh, a déclaré que la wilaya de Skikda a produit cette saison 7.200 quintaux de fraises entre celle qui est cultivée de manière naturelle et la fraise sous serre. Il a expliqué que la production de la fraise naturelle qui pousse dans les forêts et les montagnes est estimée à près de 3 200 quintaux cette saison, avec un rendement de 32 qx par hectare, tandis que la production des fraises sous serre a atteint environ 4 000 qx, avec un rendement de 400 qx par hectare.

M. Messikh a ajouté que cette production est considérée comme "un peu faible" par rapport aux saisons précédentes en raison du manque de superficie réservée à la culture de ce fruit, qui est de l'ordre de 111 ha cette saison contre plus de 200 ha lors des saisons précédentes. **R. R.**

## Renforcement de l'alimentation en eau potable de onze localités

## 15E COLLOQUE INTERNATIONAL DE LA TARIQA TIDJANIA À LAGHOUAT La récitation intégrale du Saint Coran en ouverture

Le 15ème colloque international de la Tariqa (confrérie) Tidjania s'est ouvert ce jeudi dans la ville de Aïn Madhi, wilaya de Laghouat, par des conférences traitant des qualités humaines et intellectuelles du cheikh Sidi Abdeldjebbar Tidjani qui a consacré sa vie à la lutte pour la libération du pays, l'éducation et l'Islam, en présence de nombreux savants, adeptes de la confrérie ainsi que des invités nationaux et étrangers.

Dans son allocution d'ouverture, le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Laid Rebiga, prononcée en son nom le chef de cabinet du ministère, « le cheikh a grandement contribué à la

sensibilisation et à la mobilisation du peuple et le soutien aux moudjahidine (...) De même qu'il a été aux premiers rangs des batailles contre le colonisateur, ce qui lui a valu le titre du véritable guide savant et révolutionnaire». Après son ouverture officielle, le colloque est d'abord entamé par la khitma (lecture intégrale du Saint Coran) qui a commencé ce matin et se poursuivra jusqu'à l'aube du lendemain, vendredi, a indiqué à la télévision nationale Cheikh Sidi Ali Belarabi, le calife général de la Tariqa Tidjania qui a cité les qualités et le legs intellectuel et spirituel du moudjahid cheikh Sidi Abdeldjebbar Tidjani. **R. R.**

« Il a été moudjahid (militant) de la révolution de libération nationale et défenseur de l'Islam (...) Il a construit cette mosquée où s'élève la parole de Dieu et rassemble aujourd'hui les croyants et les oulémas de toutes parts pour semer l'amour entre les humains ». Le colloque qui va durer quatre jours, qui vise à la perpétuation de l'esprit de tolérance, d'unité et de solidarité insufflé par les travaux du cheikh Sidi Abdeldjebbar Tidjani, se tient sous le thème «Sidi Abdeldjebbar Tidjani, vaillant moudjahid et sage éducateur» et est organisé par le ministère des Moudjahidine et des Ayants Droit. **R. R.**

**R. R.**

**R. R.**

DEPUIS LE PREMIER ATELIER D'ALGER, ELLE S'EST IMPOSÉ

# Le rôle «modérateur» de la Ligue des Oulémas

**À l'occasion de la 22e édition du Forum de Bamako qui a débuté jeudi 26 mai, l'imam Mahmoud Dicko, grande figure du pays, s'est positionné sur la crise que vit actuellement le Mali (lire également en page Maghreb Sahel). C'est en marge du Forum – dont le thème est : «Femmes, paix, sécurité et développement en Afrique» – que l'imam Mahmoud Dicko s'est exprimé. Une intervention très remarquée, puisqu'il s'est étonné de l'intitulé de cette rencontre alors que le Mali traverse une crise.**

Lorsque l'imam Mahmoud Dicko prend le micro, il affirme clairement qu'il veut parler de la crise malienne. Pour lui, les dirigeants actuels au pouvoir à Bamako et la communauté internationale sont en partie responsables de la situation que traverse son pays.

«L'arrogance de nos dirigeants, je le dis ici, je vais sortir et ils vont m'interpeller, mais je le dirais, leur arrogance et l'orgueil de la communauté internationale, c'est le peuple malien qui est en train de payer ça. C'est extrêmement grave», tance-t-il. Les partisans de l'imam Mahmoud Dicko préviennent : désormais, on l'entendra parler de plus en plus de la situation du pays afin, disent-ils, de «défendre les populations». Cette sortie inopinée de cheikh Mahmoud Dicko, qui a été jusque-là un proche du colonel Assimi Goïta, n'est pas une prise de position contre la junte, loin s'en faut, même si Le Monde en a fait ses choux gras. En réalité, Dicko est dans son rôle de critique et de modérateur moraliste au Mali. C'est son rôle, et au Mali, tout le monde lui consent ce rôle. C'est dire ici, combien est prépondérante la présence des oulémas au Sahel.

Récemment encore, les travaux du 14e atelier de la Ligue des Oulémas, Prêcheurs et Imams du Sahel (LOPIS) organisés dans la capitale nigérienne Abuja, avec un atelier qui portera sur "le rôle des Oulémas dans la lutte contre l'extrémisme, le terrorisme

et le crime organisé dans la région du Sahel", s'était imposé comme un «régulateur» des populations locales face à une poussée du fondamentalisme.

Conglomérat important d'oulémas de la triple région maghrébo-saharo-sahélienne, la Ligue se distingue surtout par un discours vigoureux face à la montée de la violence au nom de l'islam.

A Abuja, le président de la LOPIS, Abkar Oualar Madou, présidant la cérémonie d'ouverture de cet atelier, a affirmé que son instance avait œuvré, depuis sa création en 2013, à s'adapter aux efforts des autorités des pays du Sahel visant la lutte contre les phénomènes de la radicalisation et de l'extrémisme violent en leur préconisant des solutions efficaces et en protégeant leurs jeunes contre les idées de ceux qui déforment les textes de la Chari'a islamique en vue de justifier leurs vocations et leurs actes d'extrémisme.

Organisés au niveau des pays du Sahel, ces ateliers comptent parmi les mécanismes les plus importants pour la proposition et la rénovation des approches visant à lutter contre cet extrémisme et à former les Imams et les prêcheurs dans ce domaine. Oualar a relevé, à ce titre, l'importance de la conjugaison des efforts de l'ensemble des pays du Sahel, à leur tête les Oulémas, à l'effet de corriger l'image que l'on colle à l'Islam et aux musulmans, estimant que la lutte contre ces phénomènes relevait de la mission des Oulémas.

De son côté, le Secrétaire général de la ligue, Lekhemissi Bezzaz a relevé l'impéra-

tif de lutter contre l'extrémisme violent et le terrorisme qui se veulent des phénomènes transfrontaliers nécessitant "la mobilisation de toutes les ressources dont disposent les pays du Sahel, car chevauchant avec le crime organisé".

Il a rappelé à ce titre les dégâts causés par l'alliance entre le terrorisme et le crime organisé dans les pays du Sahel, d'autant que ses auteurs exploitent la géographie de la région et les slogans religieux, d'une part, et la quête de l'argent et l'intimidation des populations locales d'autre part.

Devant cette situation complexe, les pays du Sahel sont appelés à faire face à ce danger qui "menace leurs entités et leur avenir", à travers plusieurs facteurs, notamment l'adoption d'une approche globale basée sur les potentialités intellectuelles, politiques, sociales et sécuritaires de chaque Etat de la région", en tenant compte de "la nécessité de prendre sérieusement en charge les problèmes internes".

Le SG de la Ligue a insisté, dans ce sens, sur le rôle des médias, d'autant que "plusieurs rapports confirment qu'un nombre important de jeunes enrôlés par les organisations terroristes sont des victimes de la désinformation cybernétique et du monde virtuel".

Ainsi, il a préconisé "d'apporter le soutien nécessaire aux oulémas modérés soucieux de transmettre le message du juste milieu, valeur intrinsèque de l'Islam" et de réviser périodiquement les approches s'inscrivant dans le cadre de la lutte contre ces fléaux pour "évaluer les points forts et les points

faibles". La lutte contre le terrorisme et le crime organisé passe par la conjugaison des efforts de tous les pays du Sahel. Le coordonnateur par intérim de l'Unité de Fusion et de Liaison des pays du Sahel (UFL) a estimé que la participation à cet atelier "traduit la volonté et l'attachement à la consolidation des efforts communs pour relever les grands défis à venir, au service de la paix, de la sécurité, de la stabilité et de la prospérité de la région du Sahel".

L'organisation de cet atelier intervient dans un contexte complexe dans la région du Sahel, qui "connaît une croissance alarmante des activités des groupes terroristes armés, malgré les efforts déployés depuis des décennies par les acteurs régionaux et leurs partenaires dans le but de lutter contre le terrorisme et le crime organisé", rappelle-t-il.

La menace terroriste est devenue "une préoccupation majeure, notamment avec sa complexité croissante", qui l'a rendue "plus nuisible aux pays du Sahel, malgré les succès opérationnels obtenus sur le terrain". Tout cela nécessite des efforts concertés de la part de ces pays, avec "la coordination de leurs stratégies en la matière", en s'appuyant sur une "approche plus large et globale afin de cibler les racines de ces phénomènes et mettre fin à leurs séquelles désastreuses" et ce, à travers "la promotion d'une culture de paix, de dialogue, de coexistence et de réconciliation".

A cet égard, le rôle des Oulémas est "d'une importance particulière", vu les dimensions de ces phénomènes dans la région du Sahel, a-t-il souligné, ajoutant que la catégorie des Oulémas pourrait jouer un rôle axial dans la lutte contre ces fléaux, en luttant contre les faux concepts sur l'islam, utilisés par les groupes terroristes pour justifier leur actes tout en optant pour un islam modéré qui appelle à la fraternité et à la tolérance.

Créé en 2013, la LOPIS compte des imams, prêcheurs et oulémas de 11 pays membres, en l'occurrence les huit pays membres permanents de l'UFL (Algérie, Burkina Faso, Libye, Mauritanie, Mali, Niger, Nigeria et Tchad), et de trois pays observateurs dans ladite Unité (Guinée, Sénégal et Côte d'Ivoire).

## LES RECOMMANDATIONS PHARES DE LA LOPIS DEPUIS LE 1ER ATELIER À ALGER

La Ligue des Oulémas, Prêcheurs et Imams du Sahel (LOPIS) a tracé, depuis sa création en 2013, des objectifs dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, l'extrémisme et le crime organisé dans la région, à travers la conception d'approches pratiques et inclusives, traduites par les recommandations sanctionnant les travaux de ses 14 ateliers, dont les plus importantes sont:

- 1er Atelier (Janvier 2013 à Alger): Création de la Ligue et adoption des statuts et du règlement intérieur. Définition et défense des principes at valeurs de l'Islam, région de paix et de tolérance.

- 2e Atelier (7 et 8 avril 2013 à Alger): Adoption de la Déclaration finale "Appel des érudits", qui prévoit une fatwa interdisant le paiement de rançons.

- 3e Atelier (3 et 4 novembre 2015 à Alger): Intitulé "l'Afrique et la menace de l'extrémisme violent". Accent mis sur le rôle de la femme en Afrique en matière de guidance face à l'extrémisme violent.

- 4e Atelier (30 et 31 mai 2016 à Dakar): Intitulé "Valeurs de convivialité et de paix dans la lutte contre l'extrémisme violent dans les pays du Sahel". L'accent a été mis sur l'importance des nobles valeurs islamiques de tolérance.

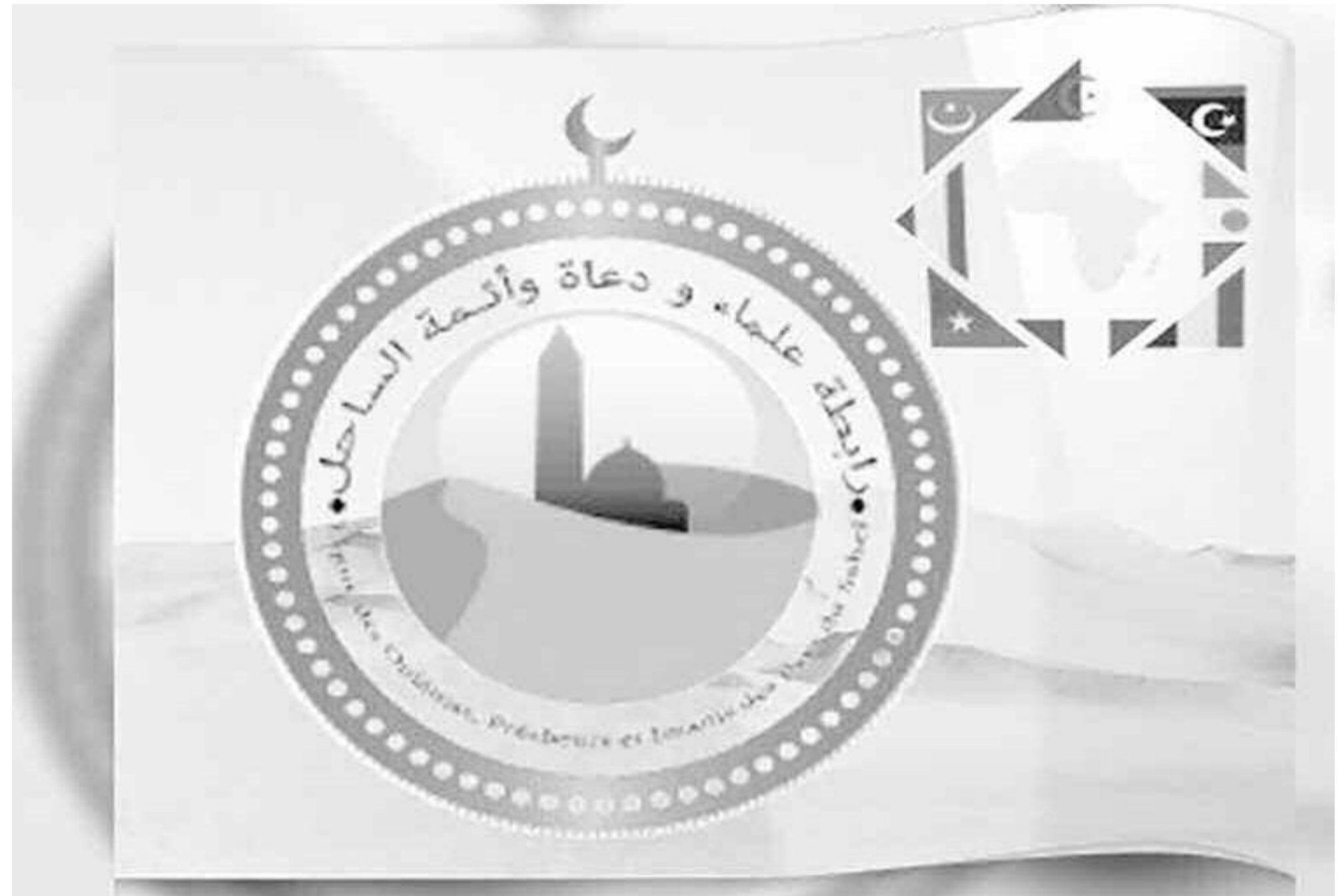
- 5e Atelier (24 et 25 janvier 2017 à N'Djaména): Intitulé "Rôle des Imams de la





ÉE DANS LA SPHÈRE POLITIQUE ET SOCIALE DE LA RÉGION

# Oulémas, Prêcheurs et Imams du Sahel



région du Sahel dans la protection des jeunes contre la radicalisation et l'extrémisme violent". L'accent a été mis sur l'intérêt qu'accorde aux jeunes pour les prémunir contre la radicalisation et l'extrémisme.

- 6e Atelier (6 et 7 juillet 2017 à Nouakchott): Intitulé "Les procédés du renforcement des manuels d'enseignement de l'éducation religieuse dans les écoles des pays du Sahel". L'importance de privilégier un contenu promouvant les valeurs du bon comportement dans la religion musulmane a été soulignée.

- 7e Atelier (7 et 8 mai 2018 à Conakry): Intitulé "Valeurs et principes de l'Islam dans la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent".

Appel à la mise en place d'une stratégie consolidant le dialogue interculturel et interreligieux.

- 8e Atelier (12 au 14 septembre 2018 à Agadez): Intitulé "Valeurs et principes de l'Islam dans la lutte contre le radicalisme et l'extrémisme violent". L'accent a été mis sur l'importance de la promotion des valeurs de paix et de réconciliation.

- 9e Atelier (13 et 14 mars 2019 à Abidjan): Intitulé "Rôle des leaders religieux dans la promotion du développement local pour la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent". Appel à la mise en place de programmes pratiques pour le tarissement des sources du terrorisme.

- 10e Atelier (11 et 12 septembre 2019 à Nouakchott): Consacré à la finalisation et à la publication du "Guide des bonnes pratiques en matière d'enseignement de l'éducation religieuse face à l'extrémisme violent".

- 11e Atelier (4 et 5 décembre 2019 à Bamako): Appel à la publication du "Guide

des bonnes pratiques en matière d'enseignement de l'éducation religieuse face à l'extrémisme violent".

- 12e Atelier (5 et 6 juillet à Ouagadougou): Intitulé "Remédier à l'extrémisme: acceptation de l'autre, de la théorie à la pratique".

L'accent a été mis sur l'importance de la diffusion de la coexistence.

- Un Atelier extraordinaire a été organisé le 6 décembre 2017 à Alger en collaboration avec le Centre africain d'études et de recherches sur le terrorisme (CAERT) sur "l'importance de l'éducation religieuse dans les écoles et la promotion de son enseignement pour contrer les idées subversives et extrémistes étrangères aux sociétés du Sahel".

- 13e Atelier (25 et 26 novembre dernier à Niamey): Intitulé "Promotion du rôle de la femme dans la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme religieux", à l'issue duquel a été mise en avant l'implication de la femme dans l'établissement de la paix sociale.

La Ligue des Oulémas, prêcheurs et imams du Sahel (LOPIS) compte 11 pays membres, en l'occurrence 8 membres permanents de l'Unité de fusion et de liaison des pays du Sahel (UFL) basé à Alger (Algérie, Burkina Faso, Libye, Mauritanie, Mali, Niger, Nigeria et Tchad) et 3 pays observateurs dans ladite unité (Guinée, Sénégal et Côte d'Ivoire).

## EN AFRIQUE, LA LIGUE DES OULÉMAS PROMEUVE L'ENSEIGNEMENT D'UN ISLAM MODÉRÉ

Lors de la réunion de septembre 2019, à Nouakchott, la Ligue des oulémas avait

réaffirmé sa mission, ses prérogatives et sa vocation devant les chefs d'Etats africains. Ainsi, les leaders religieux musulmans du Sahel ont proposé aux États de nouvelles méthodes d'enseignement d'un islam modéré dans les écoles républicaines pour contrecarrer l'extrémisme et l'intolérance.

La Ligue des oulémas, prêcheurs et imams du Sahel (Lopis) souhaite que dans les écoles républicaines de la région, soient instaurées de nouvelles méthodes d'enseignement d'un islam modéré. Réunis le 12 septembre à Nouakchott, en Mauritanie, ces chefs religieux des pays du G5 Sahel (Mauritanie, Tchad, Burkina Faso, Niger, Mali) et de l'Algérie espèrent, à travers une méthodologie consignée dans un manuel et qui promeut la tolérance et l'acceptation de l'autre, lutter efficacement contre l'extrémisme violent.

«C'est notre objectif: bannir l'extrémisme sous toutes ses formes, a assuré Cheikh Alpha Dakounta, vice-président de la Ligue islamique du Sahel, un des imams et prêcheurs de la mosquée de Tombouctou au Mali.

Le fondement essentiel de l'islam, c'est la tolérance. Il faut accepter l'autre. L'enfant d'abord, c'est l'école, la famille et son environnement direct. Il faut essayer de cerner son éducation par rapport aux trois milieux.»

Pour atteindre ses objectifs, la Ligue des oulémas, prêcheurs et imams du Sahel a formé un certain nombre d'enseignants, chargés d'être des relais de ces nouvelles méthodes d'enseignement de l'islam. «Les enseignants eux-mêmes sont depuis toujours notre objectif. D'abord, il faut bien les former, puis il faut les inciter à s'instruire davantage», a assuré Mohamed Housseini Nama Dina, imam de la ville

d'Agadez au Niger. À terme, la ligue islamique du Sahel espère parvenir à convaincre les États d'appliquer cette nouvelle pédagogie religieuse dans les établissements scolaires publics de toute la sous-région.

## LE DJIHADISME DANS LE SAHEL

Depuis plus d'une décennie, de nombreux groupes terroristes se sont installés dans le Sahel: Alqaïda au Maghreb islamique, Boko Haram, Ansar Dine, les Mujao, le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest - Al-Mourabitoune, etc. La création, en février 2014, du G5 Sahel est une tentative pour les pays de la région de combattre ces groupes extrémistes, notamment en mettant en place une armée de plus de 5 000 soldats venant des cinq pays signataires.

Malgré la mise en place de cette force sous-régionale, 2 200 attaques ont été enregistrées dans la région ces quatre dernières années faisant 11 500 morts, des milliers de blessés et des millions de déplacés. L'activité économique des pays du Sahel a considérablement été affectée.

Dans une interview accordée à «la Croix Africa» en juin, le professeur Bakary Sambe, enseignant-chercheur sénégalais, spécialiste des religions, analysait ainsi l'installation de nombreux groupes djihadistes dans le Sahel: «Au regard des vastes étendues territoriales et des frontières poreuses comme celles du Mali, celles du Niger et du Burkina Faso et aussi l'échec des terroristes en Irak et en Syrie, le Sahel risque d'être, pour les années à venir, une véritable base arrière des groupes terroristes.»

I.M.Amine/agences

TUNISIE/COMMISSION DE VENISE

# L'organisation d'un référendum constitutionnel crédible « pas réaliste »

La Commission européenne pour la démocratie par le droit pointe du doigt l'absence de règles claires et établies bien à l'avance, sur les modalités et les conséquences de la tenue de ce référendum, prévu le 25 juillet

La Commission de Venise, organe consultatif du Conseil de l'Europe sur les questions constitutionnelles, a estimé vendredi qu'il n'était pas réaliste d'organiser un référendum crédible et légitime sur une nouvelle Constitution, en Tunisie, le 25 juillet 2022.

C'est ce qui ressort de l'« Avis urgent » rendu sur le cadre constitutionnel et législatif concernant le référendum et les élections annoncés par le président de la République Kaïs Saïed et notamment sur le décret-loi n° 22 du 21 avril 2022 amendant et complétant la loi organique sur l'Instance supérieure indépendante pour les élections (Isie), publié par la Commission européenne pour la démocratie par le droit et consulté par l'Agence Anadolu.

La Commission de Venise a motivé son avis sur la question du référendum par « l'absence - deux mois avant la date prévue pour la consultation - de règles claires et établies bien à l'avance, sur les modalités et les conséquences de la tenue de ce référendum, surtout en l'absence du texte de la nouvelle Constitution qui sera soumis au référendum ». L'organe consultatif du Conseil de l'Europe, préconise en ce sens, qu'« avant tout référendum constitutionnel, des élections législatives devraient être organisées au plus tôt, afin de rétablir l'existence du pouvoir parlementaire qui a disparu depuis la suspension puis la dissolution de l'As-



semblée des représentants du peuple (ARP-Parlement)». Elle explique en outre, que si la loi électorale est amendée avant les législatives, « une vaste consultation des forces politiques et de la société civile devrait être menée afin de parvenir à un consensus sur les nouvelles règles électorales ».

La Commission de Venise a déclaré également que le décret-loi n° 2022-22 du 21 avril 2022 amendant et complétant la loi organique sur l'Instance supérieure indépendante pour les élections (Isie) n'est compatible ni avec la Constitution, ni avec les standards internationaux, appelant à son abro-

gation. L'abrogation du décret-loi en question « est essentielle pour la légitimité et la crédibilité de tout processus électoral ou référendaire », déclare la Commission européenne pour la démocratie par le droit, qui est d'avis que « Les élections devraient être organisées par l'Isie dans sa composition antérieure au décret-loi n° 2022-22 ». Le décret-loi modifiant la loi organique et la composition de l'Instance supérieure indépendante pour les élections, avait été promulgué le 21 avril 2022 par Kaïs Saïed et publié le lendemain au Journal officiel de la République tunisienne (JORT).

## EN VERTU DE CE DÉCRET-LOI, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉSIGNE LES SEPT MEMBRES DE L'ISIE.

L'Isie est une instance constitutionnelle qui a organisé et supervisé les élections en Tunisie depuis octobre 2011. Le conseil de l'Isie était auparavant composé de neuf membres « intègres, indépendants, et compétents », élus à la majorité des deux tiers des membres de l'assemblée législative par vote secret uninominal en tours successifs jusqu'à pleine composition.

Le mandat de chaque membre du conseil de l'Isie est fixé à une durée de six ans non renouvelable, alors que le renouvelle-

ment de la composition du conseil de l'instance se fait par tiers tous les deux ans.

Le 27 avril 2022, le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) par l'intermédiaire de la délégation de l'Union Européenne en Tunisie avait demandé un avis urgent de la Commission de Venise sur le cadre constitutionnel et législatif concernant le référendum et les élections annoncés par le Président de la République Kaïs Saïed, et notamment sur le décret-loi n° 2022-22 amendant et complétant la loi organique sur l'Isie.

Le président tunisien, avait publié tard mercredi, un décret portant convocation des électeurs à un référendum sur une nouvelle Constitution le 25 juillet, selon le Journal officiel de la République tunisienne (JORT). Vendredi dernier, Saïed avait nommé le professeur de droit Sadok Belaïd à la tête d'un comité consultatif chargé de rédiger une nouvelle Constitution pour une « nouvelle République ». Le processus initié unilatéralement par le locataire de Carthage a essuyé les critiques des principales formations politiques tunisiennes, qui ont annoncé le boycott de ce référendum. L'opposition tunisienne accuse Saïed de « dérive autoritaire » et de vouloir « instaurer un régime plébiscitaire », lequel fait peu de cas des appels de ses adversaires à revenir sur cette mesure controversée.

I.M./A.A.

## MALI

### L'imam Dicko critique Bamako et pointe la communauté internationale

Pour cet influent religieux, le peuple est en train de « mourir à petit feu » sous l'effet de la propagation djihadiste et des pénuries provoquées par les sanctions internationales.

L'imam Mahmoud Dicko, grande figure malienne, s'en est pris, jeudi 26 mai, à « l'arrogance » des militaires qui dirigent le pays et à « l'orgueil » de la communauté internationale au moment où l'une et l'autre sont en plein bras de fer. Une telle critique contre la junte au pouvoir est devenue exceptionnelle de la part d'une personnalité nationale aussi éminente. L'influent religieux, qui s'exprimait lors d'un forum de discussions en cours jusqu'à samedi à Bamako, a lui-même plaisanté sur l'éventualité que ses propos lui vaillent d'être interpellé à la sortie.

Il prenait la parole alors que la junte fait front face aux pressions d'une partie de la communauté internationale pour rendre les commandes du pays en crise à des civils élus, après avoir révoqué son engagement initial à le faire en février 2022. Le peuple malien est « pris en otage » entre les deux et est en train de « mourir à petit feu » sous l'effet de la propagation djihadiste et des pénuries provoquées notamment par les sanctions internationales, a dit l'imam Dicko.

« C'est pour cela que j'ai parlé de l'arrogance de nos dirigeants. Je le dirai ici, je peux sortir, ils vont m'interpeller, mais je

le dirai : leur arrogance et l'orgueil de la communauté internationale, c'est le peuple malien qui est en train de payer ça, a-t-il martelé. C'est extrêmement grave : une classe politique moribonde, qui ne bouge pas, qui n'existe plus, une société civile qui a cessé d'exister, il faut le dire, et on est trimbalé, le peuple, entre des gens qui veulent une transition indéfinie [et] des gens qui ont des principes. »

Un sommet de la Cedeao le 4 juin. La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) a infligé en janvier de vigoureuses mesures de rétorsion au Mali pour sanctionner le dessein qu'avait alors la junte de se maintenir au pouvoir jusqu'à cinq années supplémentaires. La junte a ramené ses prétentions à vingt-quatre mois pour le moment. Des tractations sont toujours en cours et les dirigeants de la Cedeao doivent tenir un

sommet sur le Mali et d'autres sujets le 4 juin à Accra.

Mahmoud Dicko ne s'était pas signalé publiquement par de tels propos depuis un certain temps. Il avait été la figure tutélaire de la contestation contre le président Ibrahim Boubacar Keita jusqu'à ce que ce dernier soit renversé, le 18 août 2020, par les militaires toujours au pouvoir aujourd'hui.

I.M./avec Le Monde

## BURKINA FASO

### Vague de condamnations des récentes attaques armées contre des civils

Les récentes attaques armées enregistrées au Burkina Faso faisant plusieurs victimes dans les régions du Sahel et de l'Est du pays, ont provoqué une vague d'indignation tant au plan national qu'international.

Le gouvernement burkinabè a condamné vendredi, « ces actes barbares et lâches perpétrés contre des populations paisibles par des terroristes, en représailles aux nombreux revers enregistrés au cours des semaines écoulées avec des pertes importantes dans leur rang ».

Dans un communiqué, le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres a « condamné le meurtre d'une cin-

quantaine de personnes par des groupes armés extrémistes présumés le 25 mai à Madjoari, dans l'est du Burkina Faso ». Dans son communiqué, le chef des Nations Unies a exprimé ses condoléances aux familles endeuillées. Les 22 et 25 mai 2022, des terroristes ont perpétré des attaques contre des populations respectivement dans les communes de Gorgadji (province du Séno, région du Sahel) et de Madjoari (province de la Kompienga, région de l'Est). Au niveau de la Commune de Gorgadji dans le Sahel, 11 victimes ont été constatées et inhumées par les Forces de défense et de sécu-

rité (FDS) après ratissage, a rappelé le porte-parole du gouvernement burkinabè, Lionel Bilgo, dans un communiqué. Bilgo a précisé que certaines personnes ne répondent toujours pas à l'appel après l'attaque. Au niveau de la Commune de Madjoari dans l'est du pays, les opérations menées ce jour par les Forces de défense et de sécurité dans la zone concernée n'ont pas permis de retrouver des victimes pour l'instant. Une cinquantaine de personnes ont été tuées mercredi dans cette attaque, selon un communiqué publié jeudi, par le gouverneur de la région, le colonel Hubert Yameogo. Le porte-parole du gouvernement burkinabè a rassuré que des opérations de sécurisation sont en cours afin de permettre aux populations de la zone de rejoindre des périmètres sécurisés.

I.M.

LIGUE 1

# Invaincu en 11 matchs, le MC Oran à trois points du maintien

**Le MC Oran n'est qu'à trois points de la fin du cauchemar en assurant son maintien en championnat de Ligue 1 de football où cette équipe est invaincue depuis onze matchs.**

Les "Hamraoua" ont réussi avant-hier à accrocher un concurrent direct dans la course au maintien, le NC Magra, sur son terrain, profitant au passage du nul concédé à domicile par le premier potentiel relégable, l'O Médéa (1-1) face à l'US Biskra dans le cadre de la 32e journée.

Du coup, les Oranais, qui comptent un match en moins avant deux journées de la clôture de la saison, confortent leurs chances de rester parmi l'élite après un exercice très compliqué au cours duquel ils ont joué avec le feu.

Dans les milieux du club d'El-Bahia, on estime que le mérite dans ce maintien presque acquis revient à l'entraîneur Abdelkader Amrani, troisième coach à diriger les Rouge et Blanc cette saison, après Azeddine Aït Djoudi et Moez Bouakaz.

Amrani, qui a pris en main l'équipe dès la fin de la phase aller, a réussi là où ses prédécesseurs ont échoué, en surmontant tous les obstacles, sachant qu'il s'est plaint, tout comme Aït Djoudi et Bouakaz, des limites de son effectif, notamment sur le



plan offensif. Cela n'a pas empêché toutefois l'ex-entraîneur du WA Tlemcen de gagner, jusque-là, le pari en enchaînant onze matchs sans la moindre défaite. Son équipe et lui sont d'ailleurs bien partis pour réussir la plus longue série d'invincibilité en championnat cette saison.

Mieux, en quatorze rencontres depuis le début de la seconde manche de la Ligue 1, les protégés

d'Amrani n'ont perdu qu'une seule fois, une défaite qu'ils auraient pu éviter à domicile contre l'O Médéa le 5 mars dernier.

Du coup, Amrani est bien parti pour rééditer le scénario du WAT la saison passée quand il avait évité la descente à la formation de sa ville. Il avait également fait de même avec le CR Belouizdad, il y a quatre saisons, avec en plus un trophée de coupe d'Al-

gérie. Appelé à jouer deux rencontres à domicile contre la JS Saoura (match en retard) mercredi prochain, et le WA Tlemcen, ainsi qu'un troisième et dernier sur le terrain du MC Alger, le club phare de la capitale de l'Ouest a toutes les chances de décrocher les trois unités qui lui permettent de lancer un ouf de soulagement dans les tout prochains jours.

A.D.

C1

## Benzema-Mané, un trône pour deux

L'un a ébloui l'Espagne, l'autre conquis l'Afrique : le goleador français du Real Madrid Karim Benzema et l'attaquant sénégalais de Liverpool Sadio Mané s'affrontent samedi (21h00) en finale de Ligue des champions, pour un duel en forme de dernière marche vers le Ballon d'Or. Il est difficile d'imaginer la plus prestigieuse récompense individuelle du football, qui sera décernée le 17 octobre, échapper à l'avant-centre madrilène qui, à 34 ans, vient de signer la meilleure saison de sa carrière. Avec 44 buts et 15 passes décisives en 45 matchs en club cette saison, Benzema a porté son équipe vers un 35e sacre en Liga fin avril, avant une éventuelle "décimocuarta" (14e) inespérée en C1.

"C'est l'un des meilleurs

joueurs du monde, probablement le meilleur avant-centre du monde et peut-être le joueur le plus sous-estimé de l'histoire", a assuré le président de l'UEFA Aleksander Ceferin, dans un entretien à l'AFP. "Il a encore pris plus de poids sur ses épaules. Il a marqué des buts mais pas seulement, il pousse l'équipe, même dans les moments difficiles", a renchéri le gardien madrilène Thibaut Courtois.\*

### Benzema, "l'excellence"

"C'est l'excellence, c'est Karim, évidemment. (...) Moi, je suis à fond pour que ce soit un joueur français (qui l'ait, NDLR). De par ce qu'il fait avec son club tout au long de l'année, et avec nous aussi en équipe de France, oui, il le mérite", a assuré le sélectionneur français Didier

Deschamps dans un entretien à beIN Sports, dimanche.

Un triomphe samedi tuerait tout suspense : sauf coup de théâtre, Benzema deviendrait le premier Français à être sacré Ballon d'Or depuis son ancien entraîneur Zinedine Zidane en 1998.

Sur le terrain comme dans les suffrages, se dresse face à lui l'ultime barrière qui le sépare du trophée : Sadio Mané, en lice pour devenir le deuxième Africain à remporter le Ballon d'Or après le Libérien George Weah en 1995.

### MANÉ, "UNE MACHINE"

"Il est dans la forme de sa vie. C'est un plaisir de le voir jouer", l'a encensé Klopp. Malgré cela, après six années, son avenir sur les bords de la Mersey est des

plus incertains. L'ombre de Salah, qui lui aussi s'interroge sur son futur, donne des envies d'ailleurs au Sénégalais.

Avec une année de contrat à honorer et 30 ans depuis le 10 avril, l'intérêt manifesté par le Bayern Munich ou le Paris SG ne peut le laisser indifférent s'il veut s'octroyer un dernier défi assorti d'un gros contrat. Selon plusieurs médias, vendredi, le club bavarois serait en pole pour l'acquiescer.

"Je répondrai après la Ligue des champions. Que je parte ou que je reste, je répondrai après", a-t-il glissé dans un sourire au micro de Sky Sports, mercredi.

Pour Klopp, "il sera un joueur important qu'importe où il jouera la saison prochaine".

R.S.

### CAN 2023 - QUALIFICATIONS 7 NOUVELLES TÊTES DANS LA LISTE DES 25 DE BELMADI

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football, Djamel Belmadi, a retenu 25 joueurs, dont sept nouveaux, en vue des deux premières journées des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 : le 4 juin à domicile face à l'Ouganda, et le 8 juin en déplacement face à la Tanzanie, a annoncé la Fédération algérienne (FAF) sur sa page officielle Facebook. Belmadi a convoqué pour la première fois le portier Anthony Mandrea (Angers SCO/ France), les défenseurs Akim Zedadka (Clermont Foot 63/ France), Yanis Hamache (Boavista FC/ Portugal), le milieu de terrain Abdelkabar Kadri (Courtrai KV/ Belgique), et les attaquants Billel Brahimi (OGC Nice/ France), Billel Omrani (Cluj/ Roumanie), et Riyad Benayad (ES Sétif), ce dernier est le seul joueur évoluant en championnat local.

Le coach national a écarté plusieurs éléments habitués à figurer sur les précédentes listes de la sélection, à l'image du portier Alexandre Oukidja (FC Metz/ France), Djamel Benlamri (sans club), Baghdad Bounedjah (Al-Sadd/ Qatar), ou encore Sofiane Feghouli (Galatasaray/ Turquie). Le capitaine de la sélection Riyad Mahrez (Manchester City/ Angleterre) a déclaré forfait pour cause de blessure, selon un communiqué publié jeudi soir par la FAF.

Les Verts entameront lundi leur stage au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, avant d'affronter l'Ouganda, le samedi 4 juin, au stade olympique du 5-Juillet d'Alger (20h00). L'Algérie enchaînera par un déplacement à Dar Es-Salaam pour défier la Tanzanie, le mercredi 8 juin au Stade national (17h00, algériennes), pour le compte de la 2e journée. Le Niger est l'autre pensionnaire du groupe F.

Aymen D

### ABSENT POUR LES DEUX PROCHAINS MATCHS DES VERTS MAHREZ EN VACANCES À MARRAKECH !

Après son sacre en Premier League, l'attaquant algérien Riyad Mahrez a décidé de passer quelques jours de vacances pour décompresser après une saison difficile. Le joueur de Man City serait donc absent durant les deux prochains matchs de l'EN face à la Tanzanie et à l'Ouganda. Alors que le capitaine des Verts sera absent du prochain stage et ne prendra pas part aux deux rencontres des éliminatoires de la CAN-2023, le 4 juin 2022 contre l'Ouganda au stade du 5-Juillet à Alger et le 8 juin face à la Tanzanie à Dar Es-Salam, la Fédération algérienne de football a reçu ce jeudi 26 mai 2022 « un rapport médical de la part du club anglais de Manchester City indiquant que Mahrez n'est pas en mesure de participer au prochain stage et aux deux prochaines rencontres de la sélection », annonce la FAF dans un communiqué. Il est à noter que Mahrez a connu une année 2022 très compliquée en sélection, tant l'aillier droit aura déçu durant la Coupe d'Afrique des nations du mois de janvier puis lors du double duel face au Cameroun. S'il demeure évidemment indispensable à la sélection, le champion d'Afrique 2019 pourrait prendre un peu de repos et revenir en pleine possession de ses capacités en septembre.

Meriem D.

CALLIGRAPHIE ARABE  
CONCOURS DE  
FUJAIRAH  
**L'ALGÉRIEN  
ABDELKADER  
DAOUDI REMPORTE  
LE PREMIER PRIX**

Le calligraphe algérien Abdelkader Daoudi a remporté le premier prix du Concours international de Fujairah pour l'art de la calligraphie arabe aux Emirats arabes unis, dans la catégorie abécédaire, lit-on dans la presse locale. L'Académie des beaux-arts de Fujairah, organisatrice de l'événement, a annoncé les noms des lauréats du concours de Fujairah, auquel ont participé des calligraphes de différents pays du monde, et lors duquel l'Algérien Abdelkader Daoudi a décroché le premier Prix, tandis que la deuxième et la troisième places sont revenues à deux calligraphes respectivement libanais et iranien. Ayant concerné trois styles calligraphiques arabes, à savoir le thuluth, le divanî et l'abécédaire, le concours a vu la participation de 400 calligraphes supervisés par un jury composé des calligraphes les plus éminents de Turquie, d'Iran et d'autres pays. Artiste autodidacte en calligraphie arabe moderne, Abdelkader Daoudi, de Laghouat, voit naître sous ses doigts art plastique et calligraphie. Il a participé à de nombreuses expositions algériennes et arabes et remporté de nombreux prix. **R. C.**

THÉÂTRE NATIONAL ALGÉRIEN

# Hommage à des doyens des scouts et personnalités culturelles

**L'Association des anciens Scouts musulmans algériens a rendu jeudi soir à Alger hommage à titre posthume à des figures emblématiques des scouts algériens et artistes qui ont contribué par l'art, au déclenchement de la lutte armée contre le colonialisme.**

Accueillie au Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi (TNA) en présence du ministre des Moudjahidine et Ayants droits, Laïd Rebigua, et le commandant général de l'Association des anciens scouts, Mustapha Saâdoune, la cérémonie intervient à l'occasion de la Journée nationale du scout, célébrée le 27 mai de chaque année. Ait Aderrahmane Aziz, Lamine Bechichi et Hassan Belkired ont été honorés à titre posthume en présence des membres de leurs familles en reconnaissance de leurs parcours et contribution active, à travers leurs créations artistiques, à l'émergence de talents scouts. M. Laïd Rebigua a rappelé l'histoire de la création des scouts musulmans et ses fondateurs dont l'éminent et le réformiste Abdelhamid Benbadis, initiateur du groupe des scouts "Rajaa", en adoptant le savoir comme ligne principale de conduite. Les "sacrifices et le militantisme" du peuple algérien. Le ministre a salué la tenue des festivités, célébrant la journée nationale des scouts après la décision du président de la République Abdelmadjid Tebboune décrétant le 27 mai Journée nationale des scouts algériens, qui commémore les "sacrifices et le militantisme" du peuple algérien à travers les différentes périodes de lutte, les résistances populaires, le mouvement national jusqu'au déclenchement de la guerre de libération nationale.



Cette commémoration, a-t-il poursuivi, vise à "préserver la mémoire nationale", appelant à ce titre, les jeunes à "s'imprégner des hautes valeurs dispensées par les scouts, une vieille école qui a formé de vaillants militants et combattants qui ont rejoint le maquis et participé au combat libérateur". Dans son allocution, Mustapha Saâdoune a, pour sa part, souligné que cet hommage coïncidant avec le 81e anniversaire de la disparition du fondateur des scouts musulmans algériens (SMA), Mohamed Bouras, mort en martyr le 27 mai 1941, se veut une "reconnaissance à tous les martyrs qui ont milité pour la cause nationale et contribué au combat libérateur contre le colonialisme. Il a rappelé que les scouts ont constitué durant la

colonisation une "école de militants patriotes" qui se sont révoltés contre l'occupant français. Natif de Constantine en 1905, Hassan Belkired fonde en 1938 à Sétif, où il a vécu, un groupe de scouts devenu populaire dans toute la région. Il a contribué aussi à la création de plusieurs groupes de scouts notamment à Guelma et Annaba et écrit des pièces de théâtre. Il était également l'auteur de chansons patriotiques qui glorifient le combat contre l'occupation. Aziz Ait Aderrahmane, auteur compositeur, faisait partie de plusieurs groupes SMA et dirigé la chorale de jeunes scouts qui ont chanté pour la première fois en 1957 "Qassamen", l'hymne nationale écrit par le poète et moudjahid Moufidi Zakaria. Ega-

lement auteur et compositeur, le regretté, Lamine Bechichi, a marqué le monde de l'art et la culture par son engagement intellectuel et son militantisme en faveur de la lutte pour le recouvrement de la souveraineté nationale. Né en 1927, Lamine Bechichi a œuvré à la valorisation du patrimoine symphonique et composé des génériques pour de célèbres œuvres cinématographiques comme le feuilleton télévisé "El hariq" (l'incendie) du réalisateur Mustapha Badie. Auparavant, l'Ensemble symphonique de Sétif, sous la baguette du maestro Aymen Sâadna, a gratifié l'assistance de l'hymne national et de chants patriotiques entonnés en ouverture de la cérémonie.

APS

SEMAINE DU FILM ALGÉRIEN À SIDI BEL ABBES

## Hommage à Ahmed Benaïssa et Chafia Boudraâ



A la mémoire des deux icônes du cinéma algérien Ahmed Benaïssa et Chafia Boudraâ, décédés récemment, la Direction de la Culture et des Arts de la wilaya de Sidi Bel Abbès organise du 28 au 31 mai la Semaine du film algérien. Les salles Moxsi et Amarna abriteront cinq projections. Le public pourra admirer le travail majestueux des deux monuments du 7e art Ahmed Benaïssa et Chafia Boudraâ. Le coup d'envoi de cette Semaine du film algérien a été donné hier avec la

projection du film « Les enfants de Novembre » réalisé par Moussa Haddad. Aujourd'hui la salle Moxsi abritera la projection du long métrage « Bab El Oued City » de Merzak Allouache. Demain, « Mel Watni » de Fatima Belhadj sera projeté à partir de 14h00 à la salle de cinéma Amarna. Le lendemain la projection du film Laila wa akhawatuha (Leila et les autres) de Sid Ali Mazif sera sur le grand écran ce mardi. Il sera suivi le lendemain par la projection "Le Mariage de Moussa" est un film

algérien réalisé par Tayeb Mefti, L'acteur et metteur en scène Ahmed Benaïssa, considéré comme une grande figure du théâtre et du cinéma algérien, qui était à l'affiche du film "Goutte d'Or" présenté à Cannes, est décédé à l'âge de 78 ans, a annoncé le ministère algérien de la Culture. L'actrice algérienne Chafia Boudraâ, figure du cinéma et théâtre en Algérie, qui avait dans plusieurs films et feuilletons, est décédée le 22 mai passé à l'âge de 92 ans.

Meriem D.

ITALIE

## Tebboune visite le Musée national de Naples

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a visité, avant-hier, le Musée national "Capodimonte" de Naples dans le cadre du troisième et dernier jour de la visite d'Etat qu'il effectue en Italie, à l'invitation de son homologue italien, M. Sergio Mattarella. Le Président Tebboune a visité le musée national en compagnie du Président Mattarella, du Maire de Naples et du directeur du musée.

Le Musée national de Naples, situé à l'intérieur du Palais Capodimonte, est l'un des musées les plus célèbres au monde. Il a été inauguré officiellement en 1957, bien que ses galeries contiennent des œuvres artistiques depuis début 1758. Ce prestigieux musée, qui contient des expositions d'art antique, d'art contemporain et une salle consacrée à l'histoire, offre également aux visiteurs plusieurs toiles de grands noms de la

peinture italienne et internationale. La galerie napolitaine du musée abrite des œuvres de l'église de la ville, transférées au musée pour les sauvegarder. Le chef de l'Etat était arrivé en train à la gare centrale de Naples (sud du pays), avant de se rendre, par la suite, à la Résidence présidentielle italienne Villa Rosebery où il a été reçu par son homologue italien qui a effectué avec lui le voyage depuis Rome. Au balcon de la Villa Rosebery, avec vue

sur le front de mer où est accosté le prestigieux navire Amerigo-Vespucci, le chef de l'Etat a assisté à une salve de 21 coups de canon tirée en son honneur. Un déjeuner a été offert par le Président Mattarella à la Villa Rosebery en l'honneur du président de la République et de la délégation l'accompagnant. Sur son trajet vers la Villa Rosebery, le cortège présidentiel a été salué par les Napolitains.

R. C.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ILLIZI  
DAIRA IN AMENAS  
COMMUNE IN AMENAS

Intitulée de l'opération: Projet : Aménagement de la rue principale dans le quartier du 96 Logement, en partant de l'intersection de CM Ibrahim Bakda ILOT 01 - ILOT 02

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES  
N.2022/17

La Commune de IN AMENAS Wilaya de ILLIZI lance un avis d'appel d'offres national avec exigence de capacités minimales pour la réalisation des travaux de Projet : Aménagement de la rue principale dans le quartier du 96 Logement, en partant de l'intersection de CM Ibrahim Bakda ILOT 01 - ILOT 02

Seules les entreprises qualifiées de catégorie deux (02) et plus, activité principale et secondaire Immeuble ou Travaux publics, pourront retirer le cahier des charges auprès de la Commune de IN AMENAS - contre paiement d'un montant de deux Mille dinars (2.000.00 DA) libellé au nom de Mr. le trésorier communal de IN AMENAS. Et Chaque entreprise adjudicatrice a le droit de bénéficier d'une seule ilot.

Les offres comportent une offre technique, offre financière, et un dossier de candidature accompagnée des pièces nécessaire. Les soumissionnaires doivent adresse et/ ou déposer leurs offres auprès de la commune de IN AMENAS.

Dans une enveloppe cachetées et anonyme contient trois (03) enveloppes séparées et cachetées (dossier de candidature, offre technique, offre financière) l'enveloppe extérieur strictement anonyme devra porter autre l'adresse ci- dessus les seules mentions suivantes:

Monsieur le président de l'assemblée populaire de la commune IN AMENAS wilaya d'illizi.  
appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N° 17 /2022

Soumission pour : de Projet : Aménagement de la rue principale dans le quartier du 96 Logement, en partant de l'intersection de CM Ibrahim Bakda ILOT 01 - ILOT 02

à ouvrir que par la Commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres

Documents requis: 1 / dossier candidature

- déclaration de probité remplie, signée et cachetée.
- déclaration de candidature remplie, signée et cachetée.
- les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- les statuts pour les sociétés
- tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires, ou le cas échéant des sous traitants.

\* A capacités professionnelles:

-Certificat de qualification et de classification catégorie deux (02) et plus, activité principale et secondaire Bâtiment ou travaux publics en cour de validité

\* B capacités financières: Moyens financiers justifiés par les bilans et les références bancaires.

-- Bilan annuels des trois (03) derniers années (-2019-2020-2021)

C\* capacité Technique: les moyens humains et matériels et références professionnelles.

- Une liste détaillée des moyens humains justifiés par (attestation d'affiliation à la CNAS, Diplôme pour chaque élément
- Une liste détaillée du matériels accompagnés des pièces justificatives.( carte grise , PV huissier de justice) dont la durée ne dépasse pas un an pour le matériel non roulant.

- Références professionnelles: certificats de bonne exécution des travaux signés par le maître d'ouvrage accompagné des pièces justificatives.(Ne sont pris en considération que les projet dont l'année de réalisation est inférieure ou égale à 10 ans)

Remarque: Toutes les pièces doivent être valides le jour d'ouverture des plis techniques et financiers et lorsque le service contractant est tenu d'exiger des documents originaux, il ne doit l'exiger que l'attributaire du marché public..

- 2/- offre technique:

- déclaration à souscrire remplie, signée et cachetée.
- tout document permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif et tout autre document exigé en application des dispositions de l'article 78 du décret 15-247 du 16/09/2016 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

- le cahier des charges rempli cacheté et signé portant à la dernière page, la mention manuscrites" lu et accepté"

- planning de réalisation cacheté et signé

- 3 - offre financière:

- la lettre de soumission rempli cacheté et signé
- le bordereau des prix unitaires (BPU) rempli cacheté et signé.
- le détail quantitatif et estimatif (DQE) rempli cacheté et signé.

Les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature sont exigés uniquement de l'attributaire du marché public, qui doit les fournir dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la date de sa saisine. Les documents sont

- extrait de rôle apuré ou avec planning de paiement-
- Attestation de mise à jour CNAS, CASNOS, CACOBAPH en cour de validité
- casier judiciaire du gérant en cour de validité .
- registre de commerce de l'entreprise
- matricule fiscale NIF
- Un document attestant du dépôt légal au compte de la société, pour les établissements concernés.

NB .Les soumissionnaires resteront engagées par leurs offres pendant la durée de préparation des offres augmentée de 03 mois à compter de la date de dépôt des offres.

Les offres sont retirées et déposées par les entrepreneurs originaux ou leurs représentants avec un contrat notarié.

Le dépôt des offres est fixé le dernier jour de la date de préparation des offres qui est fixé à 10 jours à partir de la première parution de l'appel d'offre dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP, avant 14.00, si la date coïncide avec un jour férié celle-ci s'effectuera le jour ouvrable qui suit. L'ouverture des plis aura lieu à 14.00 du même jour au siège de l'APC de IN AMENAS wilaya d' ILLIZI, Les soumissionnaires sont invitées à assister à l'ouverture qui se déroulera au siège de la commune IN AMENAS, à partir 14.00h le jour de dépôt des offres. An cas ou il s'agirait d'une journée fériée, l'ouverture des plis s'effectuera le premier jour ouvrable suivra.



**L'EXPRESSDZ**  
Suivez-nous sur :  
[www.lexpressquotidien.dz](http://www.lexpressquotidien.dz)  
Ou sur notre page Facebook :

## À VENDRE

Appartement de type F3.

Lieu cité Eplf en face université Bab Ezzouar Alger  
Situé à côté station tramway et à 100 mètres de la future station métro.  
Situé à peine 10 minutes de l'aéroport international d'Alger et 5 minutes du centre commercial Suisse Appartement situé au 1er étage et complètement refait

Climatisation, téléphone et internet disponible. Appartement situé dans une cité fermée qui dispose d'espace de jeux pour les enfants Acte notarié et livret foncier disponibles

Tel: 0770829271

Suivez nous sur :  
[www.lexpressquotidien.dz](http://www.lexpressquotidien.dz)  
Ou sur notre page Facebook : **L'EXPRESSDZ**

BILLETS D'AVION À 500 \$

# Une limite de trois par personne par année au Canada

**Les voyageurs qui voudront profiter du tarif subventionné de 500 \$ pour les vols régionaux au Québec à compter du mois prochain ne pourront pas s'en procurer plus de trois par année, a appris Radio-Canada.**

Par Alexandre Duval

Selon nos informations, les voyageurs qui n'ont pas besoin d'effectuer des allers-retours pourraient aussi opter pour six allers simples à 250 \$ chacun.

Ces modalités correspondent au minimum promis par le ministre des Transports. Après avoir présenté son programme en avril dernier, François Bonnardel avait affirmé que les voyageurs auraient droit à au moins trois billets à 500 \$ par année. Le ministère des Transports du Québec (MTQ) aura la responsabilité ultime de s'assurer que les voyageurs respectent les règles du programme, selon nos informations. C'est d'ailleurs ce que réclamaient les compagnies aériennes, qui disaient ne pas vouloir jouer à la police avec leur clientèle.

Elles transmettront donc leurs bases de données au MTQ, qui pourra voir si un même voyageur

s'est procuré plus de trois billets à 500 \$ au cours de l'année auprès de l'ensemble des compagnies aériennes qui participent au programme.

Les billets à 500 \$ doivent être accessibles à compter du mercredi 1er juin. Le ministre François Bonnardel fera le point sur la situation très prochainement, indique son attachée de presse, Claudia Loupret.

## COMPENSATIONS INSUFFISANTES

Avant d'officialiser le programme, le MTQ doit cependant conclure une entente avec les transporteurs, ce qui n'était pas encore fait vendredi après-midi, d'après nos sources, bien que la signature paraisse imminente.

Toutefois, un point continuait de susciter de la méfiance : la compensation que le gouvernement offrira aux transporteurs pour combler la différence entre le prix d'un billet à 500 \$ et le prix auquel il se serait normalement



vendue. Selon nos informations, la compensation prévue pour plusieurs liaisons est jugée insuffisante, car elle ne couvre pas l'entièreté de cette différence de prix. C'est d'autant plus vrai dans le contexte où le coût du carburant pour l'avion a augmenté

considérablement. Le gouvernement prétend que son programme stimulera la demande pour des vols régionaux au Québec, ce qui se traduira par un meilleur achalandage tout au long de l'année pour les transporteurs et donc plus de revenus. Les trans-

porteurs semblent disposés à faire ce pari. Toutefois, si le programme devait leur faire subir des pertes financières, ils pourraient s'en retirer. L'entente sera valide du 1er juin 2022 au 31 mai 2023, selon nos informations.

Radio Canada

## POUVOIR D'ACHAT

# La méthode Borne pour éteindre l'incendie de l'inflation

Par Grégoire Normand

Une semaine après l'annonce de la composition du nouveau gouvernement, la Première ministre Elisabeth Borne a réuni tous les ministres à Matignon pour fixer la feuille de route et la méthode pour les cinq prochaines années. "Je voulais évoquer les sujets de contexte, de méthode et de calendrier pour nous permettre de fixer un cadre commun à notre action", a déclaré la cheffe du gouvernement ce vendredi matin. "Il faut répondre aux urgences des Français", a-t-elle insisté. Après cinq années percutées par de multiples crises, le nouvel exécutif démarre dans un contexte économique particulièrement troublé. À quelques semaines des législatives, le gouvernement sait qu'il devra conforter sa majorité à l'Assemblée nationale s'il veut rapidement faire voter ses textes avant d'entamer les réunions sur le dossier explosif des retraites prévu à la rentrée. Elisabeth Borne a également mis l'accent sur les pénuries de personnel de santé dans les hôpitaux et la transition écologique lors de cette première réunion avec les

ministres. Inflation, pouvoir d'achat, salaires...les dossiers brûlants qui attendent le nouveau gouvernement Borne

## L'URGENCE DU POUVOIR D'ACHAT

"La première urgence, c'est le pouvoir d'achat. Les lois d'urgence pour le pouvoir d'achat seront les premiers textes de ce quinquennat" a promis l'ancienne ministre du Travail rue de Varenne. Sur ce point, le gouvernement veut clairement répondre à la première préoccupation des Français en préparant un paquet pouvoir d'achat. Cette grande loi dont les contours sont encore à préciser pourrait comporter la fameuse prime Macron défiscalisée et sans cotisation jusqu'à 6.000 euros, un dispositif pour les gros rouleurs, le chèque alimentaire, le prolongement du bouclier tarifaire, l'accélération de l'indexation des prestations sociales ou encore le dégel du point d'indice des fonctionnaires. Il faut dire que le pouvoir d'achat des Français a déjà reculé au cours du premier trimestre et cette chute devrait se poursuivre d'ici la fin du mois de juin selon le dernier point

de conjoncture de l'Insee. L'inflation, qui pourrait dépasser 5% d'ici juin, a clairement pesé sur le porte-monnaie des Français. "L'impact moyen de cette inflation est d'environ 90 euros par mois et par ménage. C'est un choc rapide et hétérogène sur le pouvoir d'achat", a expliqué l'économiste de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), Mathieu Plane lors d'un point presse cette semaine. L'une des difficultés pour l'exécutif est de mettre en oeuvre des mesures ciblées pour les ménages en première ligne dans cette crise énergétique.

## INDEXATION DES RETRAITES SUR LA TABLE

Outre les actifs, la première ministre a également mis l'accent sur les retraités. Cette semaine, le nouveau ministre du Travail Olivier Dussopt en charge de la réforme des retraites a reçu les syndicats rue de Grenelle après avoir annoncé l'indexation des retraites sur l'inflation. Cette mesure jugée "électorale" par plusieurs observateurs "est en réali-

té inscrite dans le code de la protection sociale" a rappelé il y a quelques jours à La Tribune le secrétaire confédéral de Force Ouvrière (FO) Michel Beaugas convié au ministère du Travail mercredi dernier. Là encore, l'exécutif veut éviter tout nouvel affront avec les retraités avant les législatives alors que ces derniers constituent un socle électoral particulièrement important pour la Macronie. Dans ce contexte d'inflation, "le pouvoir d'achat des ménages retraités est mécaniquement touché. Les plus aisés peuvent réduire leur capacité d'épargne pour amortir les effets de cette inflation. Le retour de l'inflation est donc particulièrement sensible pour les plus petites retraites mais également selon le lieu de résidence. En effet, de nombreux ménages retraités vivent aussi dans des zones géographiques où la voiture est indispensable et où il y a très peu de transports en commun. Ils subissent alors pleinement la hausse du coût des carburants", a récemment expliqué à La Tribune Vincent Touzé, économiste à l'OFCE et spécialiste des retraites.

La Tribune

# L'Australie tente de resserrer les liens avec les îles du Pacifique, convoitées par la Chine

Par Grégoire Plesse

Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, est actuellement en tournée dans huit pays insulaires du Pacifique. Un déplacement qui intervient quelques semaines après la signature d'un pacte sécuritaire avec les îles Salomon, et que Pékin a proposé récemment d'étendre à dix autres pays de la région. Le

gouvernement travailliste australien, tout juste investi, veut à tout prix freiner l'avancée chinoise dans son orbite immédiate, et resserrer les liens, distendus sous l'ère Morrison, avec ces nations insulaires du Pacifique. Sitôt le Quad achevé, Penny Wong, la nouvelle cheffe de la diplomatie australienne, était en route pour les îles Fidji. Sur

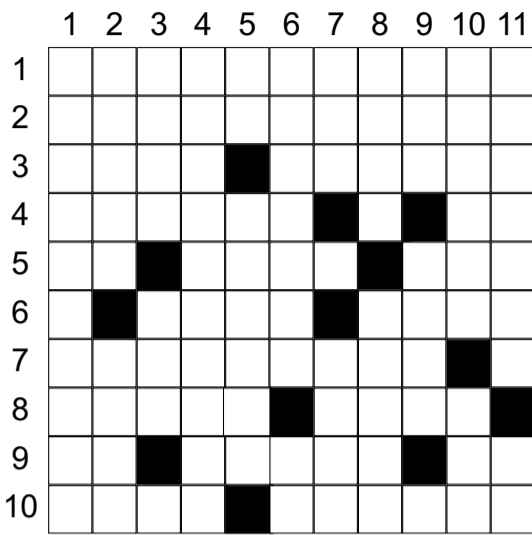
place, elle s'est engagée « à rattraper une décennie perdue » et à rétablir le statut de « partenaire privilégié » de l'Australie dans la région. Penny Wong a mis en garde les pays de la région qui seraient tentés, à l'image des îles Salomon le mois dernier, de signer un pacte sécuritaire avec la Chine, au moment où la diplomatie chinoise vante

justement cette forme de coopération, qu'elle souhaite reproduire avec d'autres pays de la région. Pour les en détourner, Penny Wong promet une augmentation des aides humanitaires de l'Australie et des visas plus faciles à obtenir pour les travailleurs de la région. Mais surtout, elle a rappelé la détermination du nouveau gouvernement australien à agir

face à la crise climatique, un message reçu très positivement par les dirigeants de la région, pour qui la montée des eaux, déjà à l'œuvre dans certains pays, constitue la pire menace. Un engagement en rupture avec l'immobilisme de Scott Morrison sur le sujet, et très chaleureusement accueilli par le Premier ministre fidjien.

RFI

## Mots Croisés



### Horizontalement

1- Représentée dans ses grandes lignes seulement. 2- Aventure désagréable. 3- Feuilleté à nouveau - Nettoya les fèves. 4- Singes-araignées - Quatre romains. 5- Règle - Sa part est considérable - Recueil de bons mots. 6- Mi-journée - Cordage. 7- Expérimenterais. 8- On l'apprécie par transparence chez le papetier - Inventa. 9- Personnel - Ira de l'avant - Interjection. 10- Médée parvint à la rajeunir - Roi de Pylos.

### Verticalement

1- Ruse habile. 2- Sur la tête du coq - Posé n'importe compote. 3- Point d'attache - Changea de timbre. 4- Elle est productrice de bulles. 5- Propulsé - Leurs plumes sont très recherchées. 6- Pour une régularisation intérieure - Dans. 7- Bruit sec - Pas doux. 8- Aussi - Parcourras. 9- Situé - Facile. 10- Colorant rouge - Ecrivain Finlandais. 11- Faute au rugby - (mot composé) - Richesse.

# 4x4

Parmi ces quatre séries de quatre mots, un seul est juste, à vous de le découvrir

Ultramontain Ultramantain Ultramontin Ultra-montain	Vérranda Véronda Veranda Véranda
Etendard Étandard Étendard Étendar	Bondoulière Bandoulière Bandouliere Bandoullière

## Les mots fléchés

APAISANTES SOUHAITE	ON FEND LE BOIS OU LA VIANDE PRÉSUMPTION	PAS MOUILLÉ SANS VALEUR	ACTIONNER LA CLÉ DE CONTACT	KAYAKISTE VILLE EN FRANCE	CRI DU CHASSEUR	NOM D'UNE RIVIÈRE
			AMUSAI VENDES			
AGENT ANGLAIS					AVANT NOUS COUPE TRÈS COURT	
MOLLUSQUE COMESTIBLE			AU-DESSUS DU SOLDAT SIGNAL D'ARRÊT			
MÈCÈNE DÉLICA- TESSE				LIQUIDE VITAL DIVULGA- TIONS		BLASON
		SON DADA C'EST LES DADAS				
NORD- OUEST VOLCAN SICILIEN	CELLE QUI VOLE 12 MOIS					CONDIMENT
		SUCCOMBE AGRANDI			APPRIS BÂTONS ENFLAM- MÉS	
POINT CARDINAL	ÉLÉMENT DE NÉGATION SIGNAL BREF		RISQUE D'INCIDENTS	CABOCHES DEVENIR AIGRE		
		FATIGUÉE BIEN TANGIBLES			APRÈS VOUS IMPULSIONS	
SOUVERAIN D'UN EMPIRE	DE VIVE VOIX SOUS LA CROÛTE		ÉLIMÉS DERNIERS			PARLER À ROME
				À GRANDE DISTANCE CONNAÎTRA		
RETRAITE MILITAIRE	REVENANT AU SCORE ATTRISTÉ					CROISA LES FILS
			CHAISE LONGUE TRÈS MAUVAIS			
SPORT DE GLISSE	EN LES DEMI KIRSCH		SYMBOLE DU NICKEL MOT DE FANTÔME	AVEC LES COUTUMES ÉPOQUE		MESURE CHINOISE DEMI LLI
		RESPIRER PETIT ÉCRAN				MAMELLE DE LA VACHE SPÉCIALITÉ DE SLIM
INSUPPOR- TABLES CONÇU PAR AVANCE						
			POUR LUI		PRIS LE REPAS DU SOIR	

## BIFFE-TOUT

### EN 8 LETTRES :

Le roi de Numidie qui lutta contre les romains

ACCIDENT	EMIR	ONDE
ACCORDEON	ETAGERE	PANTALON
AFFICHE	ETERNITE	POLYGAMIE
ANNABA	GRAPHIQUE	RACISME
APOSTROPHE	GREVE	RAMASSIS
ARCHIPEL	HIDEUSEMENT	RAPACE
ARCHIVE	HISTOIRES	ROTURIER
ATTRACTION	INDIENNE	SASSE
AVANT	IVRE	SOURIRE
AVERSE	JOURNAL	STERE
AVION	KYTE	TEMPS
CALIBRE	LOGARITHME	TENDRESSE
CAMARADE	LONGEVITE	TOUR
CAPITAINE	MEDEA	TRACE
CAR	MÉRITANT	TRAHISON
CARACTERE	MIEL	UNIVERSEL
CHEMISE	MINISTRE	VENTOUSE
COL	MOISIR	VICTOIRE
CONE	MOULE	VITAL
CONSTANTINE	NATURE	
CONSTAT	NEGOCIER	
CYCLONE	NOMADES	
DRAGON	NOTE	

H I D E U S E M E N T T E R T S I N I M  
 A I D R P N R U S V S N A P T L G C O E  
 P N N M A A I E E A E M A E O G A U A S  
 O A E D P G R V S S A N R V R L L T E R  
 S T N A I I O S E S I E T A A E I M I E  
 T O C T O E E N S R I M P O S B H C L V  
 R E U T A R N I U C S H E S U T A O E A  
 O E S R B L S N O E I E E H I S N N T T  
 P I R I I E O G E Q N R L R C G E T N N  
 H O L U V R E N U E D I A A E I R R O A  
 E A L E T N E E K N M G T V N A F T V T  
 C V R Y O A T N E Y O I I N C R E F R I  
 A G I L G I N T O L S T R T A N U E A R  
 R T C C N A E O E E E T I E I T S O S E  
 A Y A R T R M P S V D O E A I O S E J M  
 C A E T E O I I I I N R T T C R D N O S  
 T T E G S H I H E O H I O U C A U I O I  
 E O A D C N C R I L P A L C M O S T L C  
 R T U R E R O V E A H G R O C I N O O A  
 E D A R A M A C C I D E N T R A C E A R

### SOLUTIONS DES JEUX PRECEDENTS

#### MOTS FLECHES

##### HORIZONTALEMENT

RECONFORTERAS - CHOUFLEUR - RE - NOEL - RETENANT - UV - DE - IRISES - TRAHI - IL - EST - ALE - ENLISE - AGENTS - EN - CRI - ETNA - AMOCHER - CASINO - ENLEVE - ST - INDE - EU - UTES - INTERETS - TAUDIS - CRUE - BIENNOT - USA - DIT - LIAS - FI - GENEREES - BLOC - ET - USE - SUEDE - ISERE - SUISSSES.

##### VERTICALEMENT

DECOURAGEANT - IDEES - CHEVALETS - ETEINTE - COOL - HENNISSANTE - NU - DI - TANT - UT - RUE - OFFRE - ES - IDOLES - OLE - IN - INITIEES - FRETILLEMENTS - AS - TUER - INONDE - US - SI - VERNIES - CLERCS - BUS - ASSECHE - ERAFLES - CARNET - REVETU - IODE - SETS - CIREUSES - CES.

#### MOTS CROISES

##### HORIZONTALEMENT

1- FUNERAILLES. 2- ULEMA - NEUVE. 3- SCIE - POSTER. 4- TEGUEMENT - NI. 5- ARE - ARDENTE. 6- NASILLA - EE. 7- ET - REITERES. 8- LIME - EIRE. 9- EN - EDEN - SOT.

##### VERTICALEMENT

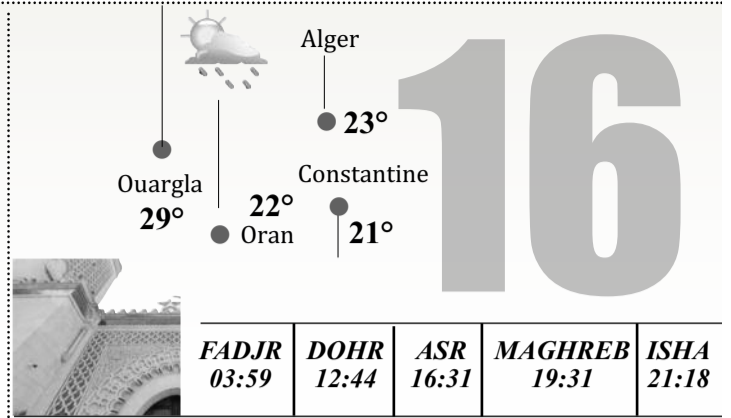
1- FUSTANELLE. 2- ULCERATION. 3- NEIGES - MI. 4- EMEU - IRENE. 5- RA - MALE - 6- PERLIERE. 7- INONDATION. 8- LEST - ERS. 9- LUT - NEREIS. 10- EVENTEE - EO. 11- SERIE - SORT.

**4x4** - Remailleur - Rémunérer - Rouge-gorge - Somnambule

**BIFFE-TOUT : THESAURUS**

## CAS CONFIRMÉS

Trois (03) nouveaux cas confirmé de Coronavirus, 1 guérison et aucun décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué ce samedi le ministère de la Santé. Selon la même source, le total des cas confirmés en Algérie s'élève à 265.873 cas.



# L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // DIMANCHE 29 MAI 2022 // N°313 // PRIX 20 DA

COMMUNE DE BÉJAÏA

## A quand la distribution des logements sociaux ?

Les habitants de la ville de Béjaïa s'interrogent sur la non-distribution des logements sociaux au niveau de leur commune.

Idir Mehdaoui

En effet, depuis plus de deux ans, les habitants attendent avec impatience la distribution des logements, notamment après les deux séismes qui ont frappé la wilaya de Béjaïa en 2021 et 2022. Aujourd'hui les citoyens interpellent les autorités concernées, notamment, le chef de daïra de Béjaïa, de "libérer les logements sociaux" nous dit Mohand, un habitant de l'ancienne ville. "Nous demandons au chef de daïra de procéder à l'affichage des listes des logements" sachant que "nous avons appris que les listes sont prêtes depuis très longtemps, malgré les instructions du wali et du ministre de l'Habitat, le chef de daïra tarde toujours à les afficher".

A noter que nous avons tenté à plusieurs reprises de joindre par téléphone le Secrétaire général du ministère de l'Habitat, le chef de cabinet, le P/APW de Béjaïa



et le chef de daïra de Béjaïa, en vain. Le secrétariat du chef de daïra rétorque à chaque fois que le commis de l'Etat est en réunion. Il faut savoir que depuis le séisme dernier, les hautes autorités du pays, à leur tête le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, ont donné des instructions très fermes quant à la prise en charge des doléances de la population de Béjaïa, en

matière d'habitat, où pas moins de 5000 logements sociaux, notamment au nouveau pôle Ighzer Ouzarif, dans la commune de Oued Ghir, attendent l'attribution. Les bénéficiaires s'interrogent sérieusement sur les raisons qui poussent le chef de daïra à décaler à chaque fois cette attribution qui tient en haleine des milliers d'habitants.

D.M.

## LE MAROC INTERDIT À SES CITOYENS DE MANIFESTER ! LA COLÈRE GRONDE CONTRE LA VIE CHÈRE

Alors que les Marocains peinent à joindre les deux bouts, à cause de la cherté de la vie, les autorités marocaines ont annoncé l'interdiction d'une manifestation prévue aujourd'hui à Casablanca, ont affirmé avant-hier les organisateurs dans un communiqué.

Les Marocains dénoncent aussi les «restrictions aux libertés» et la normalisation avec Israël. «Les autorités locales nous ont notifié l'interdiction de la manifestation en invoquant le maintien de l'ordre public», a souligné la coordination du Front social marocain, composée de partis de gauche et de syndicats. Cette décision est également motivée par «le non-respect des exigences légales liées aux marches et manifestations publiques», a rapporté la presse locale, en citant la préfecture de Casablanca, capitale économique du royaume.

Le Front social a dénoncé cette interdiction qui «montre que la réponse systématique (des autorités) est la répression et les restrictions aux droits et libertés». Cette organisation a par le passé organisé des manifestations similaires à

Casablanca et dans d'autres villes, sans qu'elles soient interdites. Malgré l'interdiction, les organisateurs appellent à participer à un sit-in de protestation dimanche à Casablanca. En revanche, la marche nationale, elle, a été reportée à une date ultérieure. Le Maroc fait face à une flambée des prix des carburants et des denrées alimentaires. Le taux d'inflation a atteint au Maroc 4,1% à la fin avril et la croissance devrait osciller entre 1,5% à 1,7% en 2022, selon le gouvernement.

D.M.

CAN 2023

## BELMADI FACE AUX MÉDIAS DEMAIN

La Fédération algérienne de football (FAF) a annoncé, hier, que le sélectionneur de l'équipe nationale, Djamel Belmadi, animera une conférence de presse, demain lun

di, au CTN de Sidi Moussa. Cette rencontre avec les médias intervient à la veille du début du stage des Verts en prévision des deux premières rencontres

des éliminatoires de la CAN 2023. Les coéquipiers d'Islam Slimani affronteront l'Ouganda et la Tanzanie durant les prochains jours.

M.D.

UN MOTEUR DE RECHERCHE « MADE IN ALGERIA »

## UN « PLUS » POUR PROTÉGER LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

De Djelfa/Ahmed Kadri

Les médias électroniques sont devenus un centre névralgique dans la vie moderne, et de ce fait ont une grande importance pour contenir les questions de pensée et de culture et sont devenus appelés culture technologique ou culture médiatique. Les utilisateurs d'Internet dans le monde sont devenus en constante augmentation à la lumière de la révolution de l'information, qui s'incarne dans l'intégration entre médias et communication, et les chaînes de télévision ont pu diffuser leurs programmes via le mobile. Ainsi, les médias électroniques ont pu imposer une réalité différente sur les plans



médiatique, culturel, intellectuel et politique. Il ne s'agit pas seulement d'un développement des médias traditionnels, mais plutôt d'un média qui contenait tous les médias précédents, à travers la diffusion des sites Internet, les blogs électroniques, journaux et de magazines électroniques publiés via Internet. Aussi, la plateforme Tweetal a été lancée par l'ingénieur Mohamed Cherif Zaidi, un natif de Aïn Oussera, Djelfa, qui vient de développer ce moteur de

recherche rapide avec une véritable plateforme de transmission, très efficace pour la diffusion de l'information. Ainsi, tous les journaux, version papier ou électronique, et tous les sujets y sont publiés au quotidien et 24 heures sur 24 pour la plupart des médias. Ce moteur, créé par le jeune Mohamed Cherif Zaidi, met une plateforme à la disposition de tous ceux qui souhaitent naviguer et préserver leur propriété intellectuelle contre le pompage et le piratage.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

## LE BILAN S'ALOURDIT À 20 MORTS EN 48 HEURES !

Vingt personnes sont décédées et 419 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus à travers plusieurs wilayas du pays durant ces dernières 48 heures, a indiqué, hier, un communiqué de la Protection civile.

La Direction générale de la Protection civile (DGPC), a appelé, à ce propos, les conducteurs et les usagers de la route au respect strict du code de la route et avoir le sens

des responsabilités pendant la conduite pour éviter les pertes humaines et matérielles qui surviennent, souligne le même communiqué. Par ailleurs, les plongeurs de la Protection civile de la wilaya d'Oran ont repêché, durant la même période, le corps d'un adolescent de 16 ans décédé noyé en mer à la plage Belle Vue dans la commune d'Ain-Turk, tandis qu'un autre corps d'un jeune de 19 ans,

porté disparu depuis le 22 mai, a été repêché dans la wilaya de Mostaganem au niveau de la plage de Sidi-Mahdjoub, note la même source. D'autre part, les secours de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de huit incendies urbains, industriels et divers à travers les wilayas de Tizi-Ouzou, Sétif, El-Tarf, Tamanrasset, Bouira, Djelfa, Mostaganem et Blida, ajoute le communiqué.

D.M.